New Nouveau
Brunswick

L'Économie
au Nouveau-Brunswick

1991

**Rapport à
l'Assemblée législative**

CNB 90230 D

ISSN 0383-3208

L'ÉCONOMIE AU NOUVEAU-BRUNSWICK

1991

RAPPORT À L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE

RÉDIGÉ PAR

L'AGENCE DE LA STATISTIQUE DU NOUVEAU-BRUNSWICK

MINISTÈRE DES FINANCES

MARS 1991

AVAILABLE IN ENGLISH

91-03750/

TABLE DES MATIÈRES

Page

SOMMAIRE.....2

L'ÉCONOMIE INTERNATIONALE
Revue de 1990.....5
Perspectives pour 1991.....8

L'ÉCONOMIE CANADIENNE
Revue de 1990.....12
Perspectives pour 1991.....16

L'ÉCONOMIE DU NOUVEAU-BRUNSWICK
Revue de 1990.....21
Perspectives pour 1991.....30

SECTEURS D'ACTIVITÉ
Agriculture.....33
Pêches.....34
Industrie forestière.....37
Fabrication.....41
Mines.....46
Construction.....50
Services.....52

CONCLUSION.....59

TABLEAUX STATISTIQUES.....61

SIGNES CONVENTIONNELS

..	chiffres non disponibles
...	données non pertinentes
___	néant
--	nombre infime
p	chiffres provisoires
r	chiffres rectifiés
x	données confidentielles
*	estimations de l'Agence de la statistique du Nouveau-Brunswick

LE 4 JUIN 1991, JOURNÉE DU RECENSEMENT

Souvenez-vous de cette date et prenez partau recensement! Le recensement de la population est un facteur important à l'établissement, par le fédéral, de la péréquation et du financement des programmes établis dont bénéficiera la province. En outre, les données du recensement jouent un rôle essentiel dans l'élaboration et l'administration des programmes sociaux et économiques de la province.

LE 4 JUIN, SOYEZ DU NOMBRE!

BILAN STATISTIQUE DE 1990

	Nouveau-Brunswick (en millions de dollars, sauf indication contraire)	Écart (en %) entre 1989 et 1990	
		N.-B.	Canada
PRODUCTION ET REVENUS			
PIB - (en dollars courants)	11 708	5,2	4,0
- (en dollars constants de 1981)	8 068	1,3	0,9
Revenu personnel total	12 321	6,5	7,6
FACTEURS DE LA DEMANDE			
Formation de capital	2 830	-3,6	-1,6
Exportations	3 119	2,9	4,8
Mises en chantier d'habitations	2 683	-27,1	-15,7
Commerce de détail	4 942	2,3	1,0
POPULATION ET POPULATION ACTIVE			
Population totale au 1er juin (000)	723,9	0,7	1,4
Population active (000)	331	1,7	1,3
Emploi (000)	291	2,2	0,7
Chômage (000)	40	-1,4	9,0
Taux de chômage (%)	12,1	...	...
Taux d'activité (%)	59,8	...	...
SECTEURS D'ACTIVITÉ			
Production minière	886	2,5	..
Recettes agricoles en espèces	275	0,8	-3,7
Volume de production des pâtes et papiers	...	- 13,5	...
Livraisons de biens de fabrication	6 280	2,1	-3,0
Consommation d'énergie électrique (GW.h)	13 173	- 2,5	-1,5
Indice des prix à la consommation (1986=100)	116,6	4,6	4,8

SOMMAIRE

Compte tenu du ralentissement économique observé dans l'ensemble du monde industrialisé, le produit intérieur brut (PIB) du Nouveau-Brunswick a augmenté d'environ 1,3 % en 1990. La province enregistrait ainsi une croissance économique pour une huitième année de suite depuis la récession de 1981-1982. Le taux de croissance du Nouveau-Brunswick en 1990 dépassait celui du Canada et des États-Unis, qui ont tous deux enregistré une croissance de 0,9 %. Le secteur de la construction a continué de soutenir l'économie en 1990; cependant, des conflits de travail ont provoqué un fléchissement de la production des secteurs de la fabrication et des mines.

Selon les estimations, le rendement des industries productrices de biens s'est accru de 1,9 % et celui du secteur des services a connu une hausse de 1 %. La valeur des investissements a diminué de 3,6 % en dépit de la forte augmentation de 10,3 % des dépenses consacrées aux projets de construction. Étant donnés les taux d'intérêts peu attrayants et la faible confiance manifestée par les consommateurs, les mises en chantier d'habitations ont affiché un recul de 27,1 %, pour s'établir à 2 683.

Le commerce de détail dans la province a connu une progression de 2,3 % en 1990, comparativement à la hausse de 1 % enregistrée dans l'ensemble du pays. L'indice des prix à la

consommation a affiché une hausse moyenne de 4,6 % en 1990; ainsi, pour la cinquième année de suite, le taux d'inflation des prix à la consommation a été inférieur à la moyenne nationale. La valeur des livraisons des industries de fabrication s'est accrue de 2,1 %, comparativement à une baisse de 3 % pour l'ensemble du Canada.

La population active du Nouveau-Brunswick a augmenté de 6 000 personnes en 1990, ce qui a entraîné un taux d'activité record de 59,8 %. La croissance du niveau de l'emploi, qui se chiffre à 2,2 % (7 000 emplois) et qui est nettement supérieure à l'augmentation de 0,7 % enregistrée à l'échelle nationale, place le Nouveau-Brunswick au deuxième rang parmi les provinces. Puisque le niveau de l'emploi s'est accru plus rapidement que la population active, le nombre de chômeurs a donc diminué (de 1000) en 1990, entraînant une baisse du taux de chômage à 12,1 %, comparativement au taux de 12,5 % enregistré en 1989.

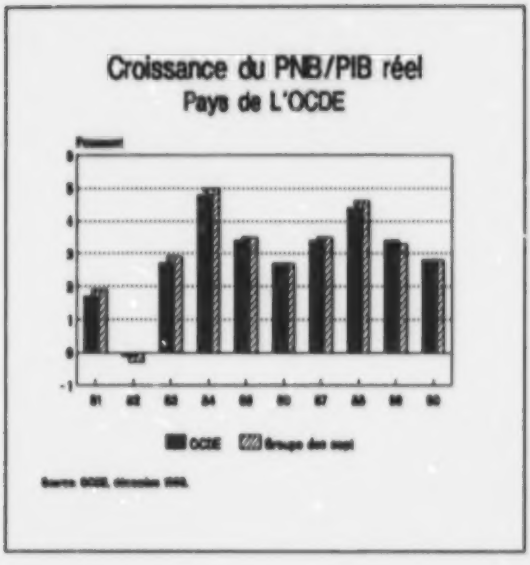
Étant donné que l'économie des États-Unis, du Canada et de la plupart des pays industrialisés sera en récession au moins jusqu'à la fin du premier semestre de l'année, on prévoit que la croissance du PIB réel de la province fléchira pour s'établir à 0,7 % en 1991; en comparaison, l'ensemble du Canada devrait connaître une baisse de 0,6 % à ce chapitre. Par suite de la fin des hostilités militaires dans le golfe Persique, les prix du pétrole devraient fléchir . On espère que les conflits de travail dans le secteur des mines se régleront au début de

l'année, ce qui permettrait une reprise de la production normale. Le niveau d'activité de l'industrie de la construction continuera de se maintenir grâce à d'importants projets dans les secteurs des services publics et de l'industrie des services.

Le taux de croissance de l'emploi en 1991 sera plus faible que celui de la population active, ce qui devrait faire augmenter le taux de chômage à 12,3 %. L'indice des prix à la consommation du Nouveau-Brunswick devrait, pour sa part, augmenter de 5,8 % en 1991, étant donné que l'on ressentira les effets de la taxe sur les produits et services (TPS).

L'ÉCONOMIE INTERNATIONALE

REVUE DE 1990



De la réunification de l'Allemagne à la guerre du Golfe, les 24 pays membres de l'Organisation de coopération et de développement économiques (L'OCDE) été témoins de grands bouleversements économiques et politiques en 1990. L'économie de la plupart de ces pays montrait déjà des signes de ralentissement au début de l'année et la situation ne s'est guère améliorée avec l'augmentation des prix du pétrole et l'incertitude économique additionnelle engendrée par les hostilités militaires dans le golfe Persique. Toutefois, les prix du pétrole ont fléchi vers la fin de l'année, grâce à l'augmentation de la production dans les autres pays producteurs, laquelle a compensé l'embargo imposé sur les livraisons de l'Irak et du Koweit. Parmi les sept grands pays industrialisés, la croissance économique réelle du Japon (6,1 %) et de l'Allemagne de l'Ouest (4,2 %) a été supérieure à celle observée en 1989. Les États-Unis (0,9 %), le Canada (0,9 %) et le Royaume-Uni (1,6 %) connaissaient ou étaient sur le point de connaître une légère récession attribuable aux politiques monétaires fermes

mises en oeuvre en 1989 en vue de combattre les pressions inflationnistes liées à la surchauffe de l'économie.

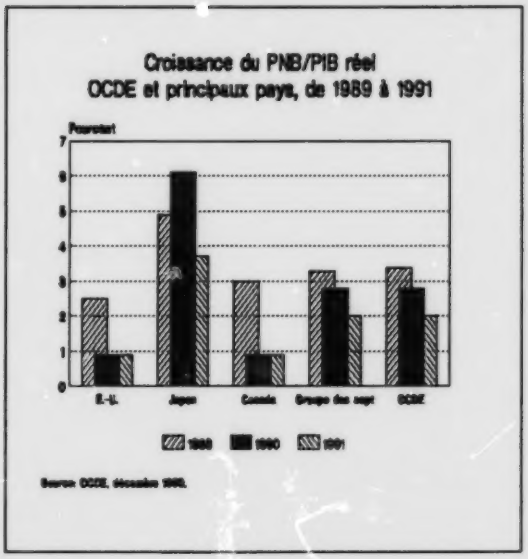
L'inflation dans les pays membres de l'OCDE a atteint 4,3 % en 1990, soit le même taux qu'en 1989. La croissance de l'emploi (1,3 %) a ralenti par rapport à l'année précédente (1,8 %); cependant, le taux moyen de chômage a diminué de 0,2 % pour s'établir à 6,2 %. La plupart des principaux pays européens ont enregistré de faibles baisses à ce chapitre à la suite du redressement du marché de l'emploi.

L'économie de l'Allemagne de l'Ouest a connu une forte croissance en 1990, laquelle était surtout attribuable à une très forte demande des consommateurs de l'Est. Les autres pays européens s'inquiètent du fait que les emprunts nécessaires au financement de la réunification ne fassent augmenter les taux d'intérêt en allemagne au moment où la plupart d'entre eux assouplissent leurs politiques monétaires. Au Royaume-Uni, la hausse de l'inflation des prix à la consommation (9,5 %) et des salaires continue de créer de grandes difficultés; les ventes au détail et les investissements commerciaux ont chuté au second semestre, provoquant une augmentation du taux de chômage. En France, l'inflation s'est stabilisée aux environs de 3,5 %, ce qui permettra peut-être aux dirigeants de baisser les taux d'intérêt afin de stimuler l'économie. L'augmentation du déficit budgétaire et le fort taux d'inflation ont causé du tort à l'économie de l'Italie; le gouvernement devra probablement

procéder à des coupures importantes dans ses dépenses au cours de l'année qui vient.

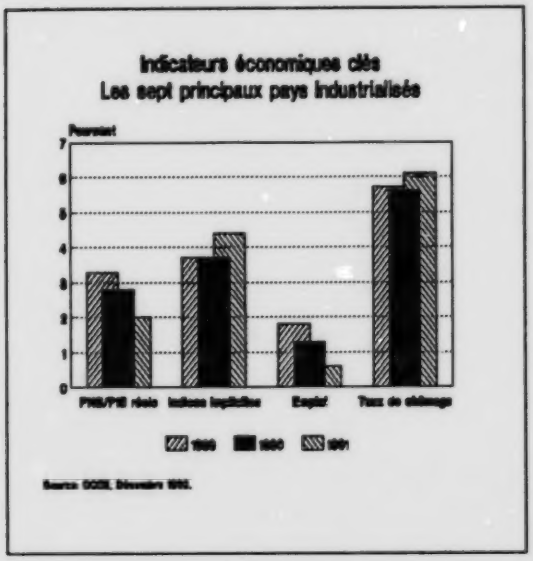
La hausse du taux d'inflation a empêché la Banque du Japon de réduire ses taux d'intérêt et de suivre la baisse du taux d'escompte américain. La dépendance du Japon envers le pétrole importé et l'augmentation récente des prix ont eu une incidence importante sur l'inflation et les importations. Vers la fin de l'année, on a observé des signes de ralentissement économique par suite de l'imposition de politiques monétaires fermes. Étant donné que l'économie américaine entre en récession, la Réserve fédérale a réduit son taux d'escompte afin d'injecter davantage de liquidités dans l'économie et de prévenir un resserrement possible du crédit par les banques, qui, pour la plupart, auraient tendance à faire preuve de prudence face aux emprunteurs. La production industrielle a fléchi, en particulier dans les secteurs de l'automobile et de la machinerie lourde, alors que les dépenses consacrées aux immobilisations et à la consommation personnelle se sont maintenues. On estime que la croissance économique réelle aux États-Unis s'est chiffrée à 0,9 % en 1990, soit une chute par rapport au niveau de 2,5 % enregistré en 1989. Le taux de chômage s'est accru, passant de 5,3 à 5,5 %, et le taux d'inflation a augmenté à un rythme de 5,4 %, comparativement à 4,8 % observé en 1989; cette hausse est grandement attribuable à l'augmentation des prix du pétrole vers la fin de l'année.

PERSPECTIVES POUR 1991



Les prévisions de l'activité économique pour 1991 dépendent de l'issue de la crise dans le golfe Persique. Une solution rapide de la crise pourrait entraîner une baisse de l'inflation et des taux d'intérêt et stimuler les dépenses de consommation ainsi que les investissements des entreprises. La relance de l'économie du Koweit et de l'Irak devrait donner un élan aux pays occidentaux (aux États-Unis en particulier) au cours des prochaines années. La guerre a causé d'importants dommages aux installations pétrolières, aux hôpitaux et aux établissements d'enseignement, de même qu'aux réseaux de télécommunications et d'énergie électrique. L'OCDE prévoit que la croissance économique de ses membres ralentira en 1991 pour se chiffrer à 2 %, soit une baisse par rapport au taux de 2,8 % observé en 1990. Tous les membres du Groupe des sept connaîtront un ralentissement de la production qui devrait se faire sentir plus douloureusement aux États-Unis, au Canada et au Royaume-Uni; la croissance économique réelle de ces trois pays devrait en effet s'établir à moins de 1 %. Toutefois, des prévisions plus

récentes formulées par d'autres organismes brossent un tableau plus sombre; ceux-ci s'attendent en effet à ce que la croissance de l'économie du Canada et des États-Unis soit légèrement négative en 1991.



On prévoit que les prix à la consommation dans les sept grands pays industrialisés augmenteront considérablement en 1991 en raison de la guerre du Golfe. La croissance de l'emploi sera particulièrement faible en 1991 (0,6 %), alors que le taux de chômage moyen devrait passer de 5,6 % en 1990 à 6,1 % en 1991. Le Canada et les État-Unis sont parmi les pays les plus touchés en ce qui concerne le marché du travail.

Les perspectives économiques à court terme sont pessimistes pour la plupart des pays de l'Europe de l'Est et l'URSS. Le passage d'une économie dirigée à une économie de marché a entraîné d'importants changements dans la production et la main-d'oeuvre. Les taux de chômage ont grimpé dans la plupart des pays et le taux d'inflation s'est accru considérablement depuis la levée des mécanismes de soutien des prix, en particulier pour les composantes aliments et carburants.

On prévoit que les États-Unis connaîtront une courte récession (de la fin de 1990 au début de 1991) et que le PNB réel du pays affichera un recul d'environ 1 %. Parmi les facteurs atténuants, notons la baisse des taux d'intérêt, le fléchissement du dollar et le niveau relativement bas des inventaires. Également, la Réserve fédérale a laissé entendre qu'elle pourrait procéder à de nouvelles baisses des taux d'intérêt.

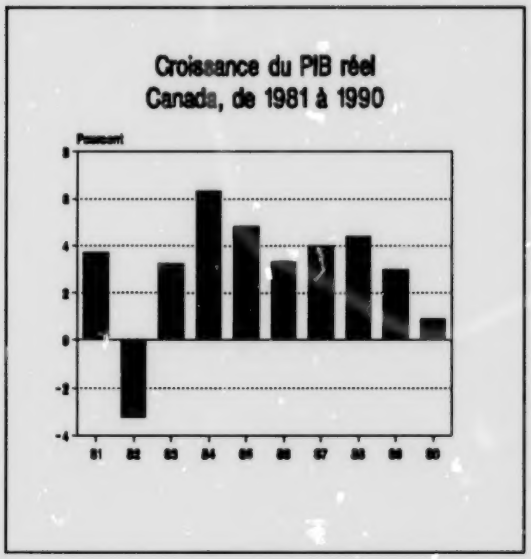
Les dépenses en immobilisations seront peu élevées en 1991. La croissance de l'emploi se fera, dans le meilleur des cas, au ralenti, et on devrait assister à une légère hausse du taux de chômage. Si l'on tient pour acquis qu'il n'y aura aucune nouvelle augmentation du prix du pétrole, le taux d'inflation devrait s'accroître légèrement. Pour l'ensemble de 1991, on prévoit que le PNB affichera au mieux une faible croissance réelle.

Les problèmes du secteur bancaire américain se sont intensifiés en 1990; plusieurs grandes institutions prêteuses ont connu des difficultés financières qui devraient avoir des répercussions en 1991. Le fardeau du déficit fédéral continue de peser sur l'économie. En octobre 1990, le Congrès a approuvé un train de mesures législatives visant à réduire le déficit d'une proportion totale de 492 milliards de dollars, au cours des cinq prochaines années, à l'aide d'un amalgame d'augmentations d'impôts et de taxes et de restrictions dans le financement des programmes. Les dépenses militaires engagées dans le conflit du

Golfe pourraient forcer les dirigeants à reporter les objectifs établis pour l'année financière en cours. L'administration Bush estime que le déficit se chiffrera à 318 milliards de dollars pour l'année financière 1991, comparativement à 220 milliards de dollars en 1990.

L'ÉCONOMIE CANADIENNE

REVUE DE 1990

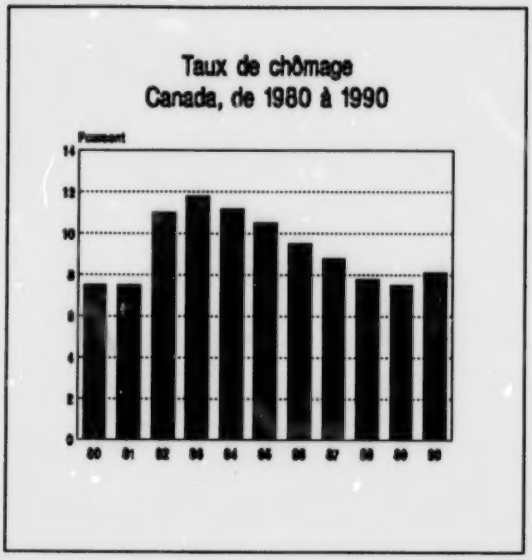


Un ralentissement prononcé de l'activité économique en Ontario et au Québec, notamment dans les secteurs de la fabrication et de la construction, a provoqué une récession de l'économie canadienne. Malgré une augmentation du produit intérieur brut (PIB) réel évaluée à 0,9 % en 1990, le PIB réel, d'un trimestre à l'autre, a chuté au cours des deuxième, troisième et quatrième trimestres de l'année. En termes nominaux, le PIB a augmenté de 4 %, ce qui représente un ralentissement considérable par rapport à la hausse de 8 % observée en 1989.

La plupart des indicateurs économiques canadiens ont été plus faibles en 1990. Une légère augmentation des dépenses personnelles réelles et une baisse importante des investissements résidentiels traduisent la faiblesse de la confiance et de la demande des consommateurs, et ce, malgré une certaine réduction des taux d'intérêt vers la fin de l'année. En termes réels, les investissements non résidentiels n'ont connu qu'une faible baisse

par rapport à 1989. À cause de la récession, un nombre record de 54 424 consommateurs et entreprises ont fait faillite au Canada en 1990, ce qui représente une augmentation de 43 % par rapport à 1989. La valeur des biens et services exportés par le Canada a augmenté de 3,5 % en 1990, malgré la force du dollar. Étant donné le ralentissement du rythme des investissements et de la demande des consommateurs, les importations n'ont que peu augmenté. En ce qui concerne le rendement des industries, la croissance de 1,7 % enregistrée dans le secteur des services a compensé le recul de 1 % observé dans celui de la production de biens.

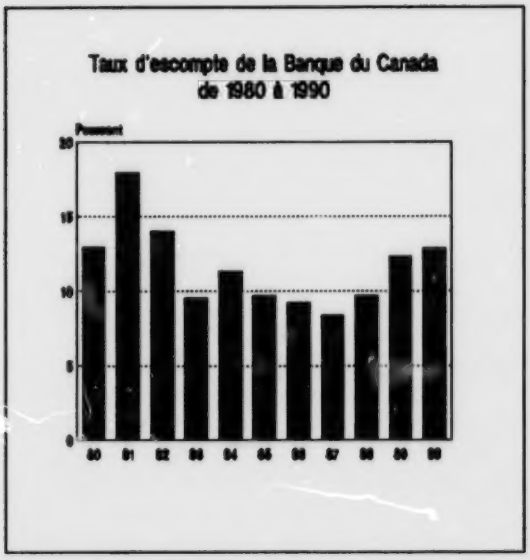
L'indice des prix à la consommation du Canada a augmenté de 4,8 % en 1990, ce qui représente une baisse par rapport au niveau de 5 % enregistré en 1989; toutefois, cette hausse reste supérieure à la moyenne de 4,2 % observée de 1984 à 1988. Les prix des logements, des vêtements, de l'alcool et des produits du tabac ont augmenté à un rythme moins élevé que l'année précédente. La hausse des prix des produits pétroliers attribuable à la guerre du Golfe devrait avoir un impact plus grand au début de 1991, en raison du mécanisme de détermination des prix des stocks adopté par le Canada (premier entré - premier sorti) qui retarde à la fois les augmentations et les diminutions de prix. Parmi les provinces, les prix à la consommation se sont accrus le plus rapidement en Alberta (5,8 %) et ont enregistré les hausses les moins marquées au Québec et à Terre-Neuve (4,3 %).



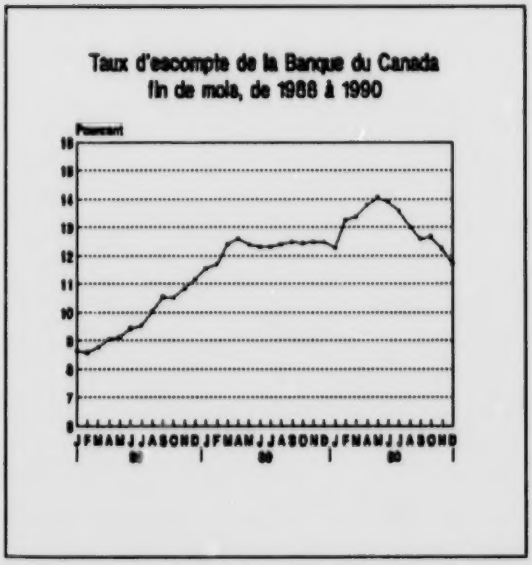
Les données sur l'emploi en 1990 montrent que la récession économique a eu des incidences différentes sur les provinces canadiennes. Reflétant le ralentissement économique qui touche les régions centrales du Canada, le taux de chômage de l'Ontario est passé de 5,1 % en 1989 à 6,3 % en 1990. Le taux de chômage du Québec s'est aussi accru, passant de 9,3 à 10,1 %. Cinq provinces (le Nouveau-Brunswick, la Colombie-Britannique, la Saskatchewan, le Manitoba et l'Alberta) ont enregistré un taux de chômage inférieur à ce qu'il était en 1989. L'emploi s'est accru de 0,7 % au Canada, en baisse par rapport au niveau de 2 % observé en 1989. Seule l'Ontario a connu une baisse de l'emploi (de 0,2 %) par rapport à 1989.

Les augmentations de salaires accordées à la suite de négociations collectives importantes ont atteint une moyenne de 5,7 % en 1990, après s'être chiffrées à 4,4 et 5,3 % en 1988 et en 1989 respectivement. Les hausses enregistrées se sont traduites par des gains de 6,3 % dans les provinces de l'Atlantique, de 6,7 % en Ontario et de 6,9 % en Colombie-Britannique. Les négociations ont donné lieu à des augmentations

moyennes de 5,6 % dans le secteur public et de 5,9 % dans le secteur privé.



Par rapport à la devise américaine, le dollar canadien a pris de la valeur malgré la baisse du taux d'intérêt; il est passé de 84,2 cents US en janvier, à 86,2 cents à la fin de l'année. En août, le dollar a atteint une valeur de près de 88,6 cents US, ce qui représente un sommet au cours des douze dernières années. L'écart entre les taux d'intérêt canadiens et américains s'est quelque peu rétréci, mais les États-Unis ont eux aussi réduit leurs taux en vue d'injecter davantage de capitaux dans leur économie afin d'amenuiser les effets de la récession. Le taux de la Banque du Canada se chiffrait à 12,47 % au début de l'année; il a atteint un sommet de 14,05 % à la fin de mai, mais il est redescendu à 11,72 % vers la fin de décembre.



PERSPECTIVES POUR 1991

On prévoit que l'économie du Canada et des États-Unis connaîtra une légère récession au moins jusqu'à la fin du premier semestre de 1991. Malgré l'assouplissement des politiques monétaires, qui se traduit par des réductions des taux d'intérêt, on s'attend à ce que les dépenses de consommation et les investissements des entreprises demeurent faibles, en particulier à la suite de l'entrée en vigueur de la taxe sur les produits et services, en janvier. On prévoit que le PIB réel chutera de 0,6 % en 1991, ce qui constituerait une première baisse depuis 1982; il avait alors enregistré un recul de 3,2 %.

On s'attend à ce que l'indice des prix à la consommation augmente de 5,8 %. Selon le budget déposé en février par le ministère fédéral des Finances, l'entrée en vigueur de la TPS devrait entraîner une hausse de 1,3 points de pourcentage à ce chapitre. Les augmentations salariales consenties à la suite de négociations collectives ont atteint 5,7 % en 1990; les hausses à venir pourraient être plus élevées, étant donné que les travailleurs négocieront pour compenser les effets inflationnistes de la TPS. Toutefois, la faiblesse de l'économie et le taux de chômage élevé pourraient exclure toute hausse importante de salaire en 1991. Les compressions salariales annoncées par le fédéral lors du dépôt de son budget en février

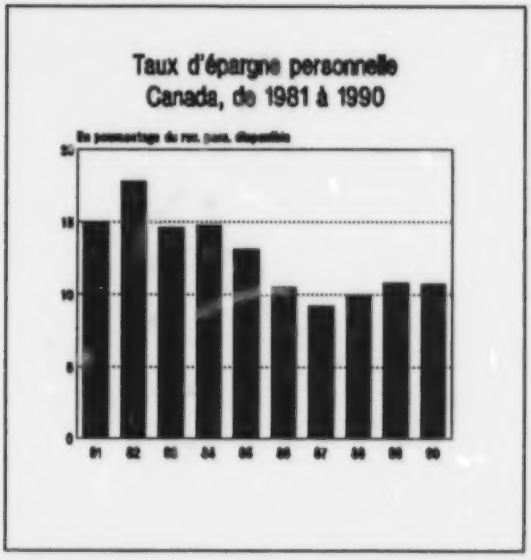
1991 pourraient également contribuer à freiner les augmentations dans les secteurs public et privé.

On prévoit que le niveau de l'emploi fléchira légèrement (de 1 %) en 1991, au fur et à mesure que la récession affaiblira les industries productrices de biens du centre du Canada et qu'elle s'étendra au reste du pays. Le taux annuel de chômage pourrait atteindre 10 %, le niveau le plus élevé depuis 1985.

On estime que la récession de 1990-1991 sera plus courte et moins prononcée que celle de 1981-1982, qui a duré six trimestres et qui a provoqué un recul total de 5,4 % du PIB réel. La plupart des pronostics s'accordent pour dire que le ralentissement devrait durer quatre trimestres (du deuxième trimestre de 1990 à la fin du premier trimestre de 1991) et devrait entraîner un recul oscillant entre 2 et 2,5 %.

Les données sur la population active pour les mois de janvier et février 1991 semblent indiquer que l'économie traverse une récession plus prononcée que prévu. Le nombre désaisonnalisé de Canadiens actifs a chuté de 90 000 personnes en janvier et de 61 000 autres en février. De son côté, le taux de chômage, qui était de 9,3 % en décembre et de 9,7 % en janvier, est passé à 10,2 % en février. La plupart des pertes d'emplois se sont produites dans le secteur des services, qui était auparavant relativement à l'abri des récessions. Le centre du Canada a continué à subir la majorité des pertes d'emplois; en effet, le

taux de chômage de la région métropolitaine de Toronto est passé de 4,5 % en février 1990 à 9,8 % en février 1991.



Il se pourrait que l'économie se remette beaucoup plus lentement de la récession qu'elle ne l'a fait en 1981-1982. Généralement, de fortes hausses des dépenses à la consommation et des investissements commerciaux et résidentiels permettent à l'économie de se sortir de la récession. Bien qu'on puisse s'attendre à ce que les taux d'intérêt continuent d'être en baisse en 1991, le taux d'épargne personnelle (la proportion du revenu personnel dont disposent les consommateurs après l'achat de biens et services et la remise des sommes réclamées par les gouvernements) est passé de près de 18 % en 1982 à environ 9 ou 10 % en 1991. Malgré le fait que le taux d'escompte de la Banque du Canada soit tombé sous la barre des 10 %, les consommateurs pourraient hésiter à dépenser, compte tenu de leur niveau record d'endettement. On prévoit aussi que la demande étrangère de biens canadiens sera faible, en particulier aux États-Unis, où l'économie est fragile. Les mises en chantier d'habitations devraient se chiffrer à environ 152 000 en 1991, soit une baisse par rapport aux totaux de 181 630, en 1990, et de 215 382, en 1989. Cette situation devrait aggraver le chômage dans

l'industrie de la construction. L'état des bénéfices des sociétés ne devrait pas être aussi sombre en 1991 qu'il ne l'a été en 1990, puisque les profits ont tendance à devancer l'économie.

QUELQUES INDICATEURS CLÉS DE CROISSANCE ÉCONOMIQUE

CANADA, DE 1989 À 1991

	1989	1990	1991[1]
	(variations en pourcentage)		
Produit intérieur brut (PIB)	8,0	4,0	3,4
Indice implicite du PIB	4,8	3,1	4,0
PIB (en dollars de 1986)	3,0	0,9	-0,6
Dépenses personnelles	3,8	1,3	0,3
Dépenses publiques courantes	2,6	3,9	1,5
Investissements non résidentiels	5,4	-0,8	-4,0
Investissements résidentiels	2,4	-6,1	-12,0
Exportations	0,7	3,5	0,5
Importations	5,1	0,3	-0,3
Revenu personnel	9,0	7,6	7,0
Bénéfices des sociétés avant impôts	-4,9	-19,2	-7,0
Indice des prix à la consommation	5,0	4,8	5,8
Emploi	2,0	0,7	-1,0
Taux de chômage (%)	7,5	8,1	10,0

---

1 Projections

L'ÉCONOMIE DU NOUVEAU-BRUNSWICK

REVUE DE 1990

INTRODUCTION

En 1990, l'économie du Nouveau-Brunswick a connu une croissance ralentie après avoir enregistré un rythme de croissance soutenu pendant plusieurs années. Le taux de croissance, tel que mesuré par le produit intérieur brut réel, s'est chiffré à environ 1,3 %, après correction des augmentations de prix. À titre de comparaison, on avait enregistré une augmentation de 2,2 % en 1989.

La faiblesse de l'économie s'est fait sentir tout particulièrement dans les industries forestières et minières; par contre, on a observé une nette croissance dans le secteur de la construction. En termes réels, les industries productrices de biens ont enregistré une croissance évaluée à 1,9 %, comparativement à 1,7 % en 1989; la croissance observée dans l'industrie des services s'est chiffrée à 1 %, en baisse par rapport à 2,5 % enregistré l'année précédente.

PRODUIT INTÉRIEUR BRUT

La croissance du produit intérieur brut (PIB), exprimée en dollars courants, a été estimée à 5,2 % en 1990, alors que les bénéfices des sociétés ont chuté de façon marquée et que les salaires se sont légèrement accrus. Toutefois, le Nouveau-Brunswick s'est bien comporté par rapport à l'ensemble du Canada, puisque le PIB national a connu un taux de croissance évalué à 4 % au cours de la dernière année. Sous l'impulsion des paiements de transfert gouvernementaux et des revenus de placements, le revenu personnel s'est accru d'environ 6,5 %, comparativement à 7,6 % dans l'ensemble du Canada. En 1990, le revenu personnel par habitant au Nouveau-Brunswick équivalait à 75,9 % de la moyenne nationale.

Dans la section des dépenses des comptes économiques provinciaux, les dépenses personnelles pour l'achat de biens et services ont augmenté de 5,8 %; les dépenses consacrées à l'achat de biens se sont accrues de 4 %, tandis que celles destinées aux services ont progressé de 8,2 %. Les dépenses courantes des deux paliers de gouvernement et des administrations municipales pour l'achat de biens et services[1] ont augmenté de 6,9 % en 1990, comparativement à 6,8 % en 1989. Au Nouveau-

[1]Celles-ci représentent approximativement 47 % des dépenses publiques courantes; elles ne comprennent pas les subventions, les paiements de transfert aux particuliers et aux autres paliers de l'administration publique, les intérêts sur la dette publique ni les dépenses en immobilisations.

Brunswick, la valeur des investissements a chuté de 3,6 % en 1990, malgré une hausse de 10,3 % des dépenses dans le secteur de la construction.

EXPORTATIONS

Au cours de 1990, la valeur des exportations du Nouveau-Brunswick a augmenté de 2,9 % et a atteint environ 3,1 milliards de dollars. Les exportations de denrées alimentaires et de boissons ont augmenté de 9,1 %, malgré une diminution de 1,8 % des exportations de poisson. Les exportations de bois d'oeuvre (5,2 %) et de papiers et de cartons (1,4 %) se sont accrues, tandis que celles de minerais et de pâtes de bois ont marqué un recul de 6,9 % et de 9,9 %, respectivement.

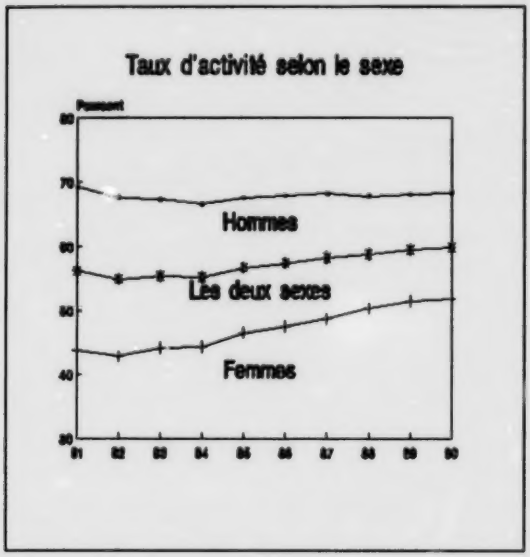
Le principal partenaire commercial de la province demeure les États-Unis, pays destinataire de plus de 66 % des exportations totales au cours de 1990, comparativement à 62 % l'année précédente. La valeur des exportations destinées au marché américain s'est accrue de 9,5 % et a atteint 2,1 milliards de dollars, ce qui a compensé les reculs enregistrés dans les échanges avec d'autres pays. Cette augmentation importante est attribuable à la hausse de 45,9 % des livraisons de combustibles fossiles (en grande partie des produits pétroliers). Les livraisons destinées au Japon, le deuxième plus important partenaire commercial de la province, ont atteint 171 millions de

dollars, soit une baisse de 19,7 % par rapport à l'année précédente; on a aussi observé des baisses de 8,2 %, de 8,4 % et de 19,3 % de la valeur des exportations destinées au Royaume-Uni, à l'Allemagne de l'Ouest et à la Belgique, respectivement.

PRIX

La croissance de l'indice des prix à la consommation (IPC) du Nouveau-Brunswick s'est chiffrée en moyenne à 4,6 % en 1990; ainsi pour une cinquième année de suite l'inflation touchant les biens de consommation a été inférieure à la moyenne canadienne. Parmi les sept principales composantes de l'indice, les prix des aliments (5,2 %), de l'habitation (4,1 %) ainsi que des services de santé et des soins personnels (4,8 %) ont augmenté plus rapidement qu'au cours de l'année précédente. Les autres composantes ont enregistré des hausses moins importantes qu'en 1989; il s'agit des vêtements (2,8 %), des transports (4,6 %), des loisirs, lecture et formation (3 %) ainsi que des produits du tabac et boissons alcoolisées (10,3 %).

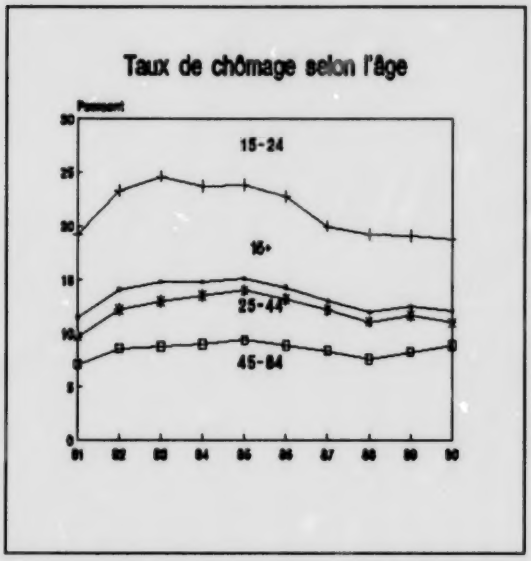
POPULATION ACTIVE



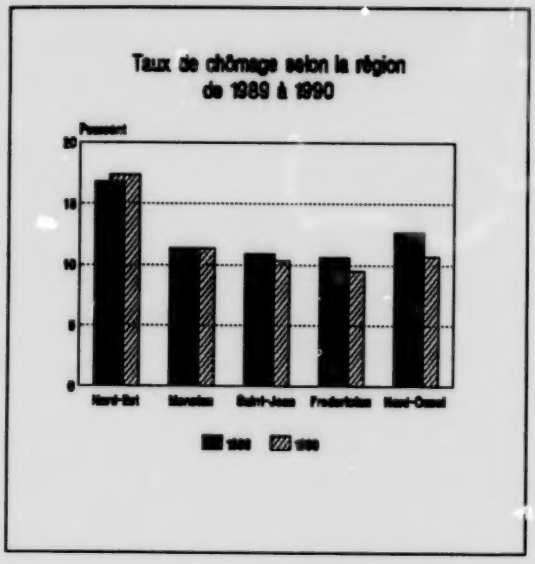
La population active du Nouveau-Brunswick a augmenté de 1,7 % en 1990, après un accroissement de 2,1 % en 1989. Le taux annuel d'activité de la province (59,8 %) a continué sa progression, tandis que le taux national demeurait stable à 67 %. Le taux mensuel d'activité du Nouveau-Brunswick a diminué vers la fin de 1990 et a atteint, en décembre, un niveau comparable à celui du début de 1989.

Sept mille nouveaux emplois ont été créés, ce qui porte le total à ce chapitre à 291 000. Le Nouveau-Brunswick a enregistré le deuxième meilleur résultat (2,2 %) parmi les provinces au chapitre de la croissance de l'emploi. L'emploi chez les hommes s'est accru de 4 000 en 1990, après être resté stable l'année précédente. Le nombre de femmes occupant un emploi a augmenté de 2 000, ce qui représente un fléchissement par rapport à la hausse de 4 000 observée en 1989. Le niveau de l'emploi s'est accru dans tous les groupes d'âge, sauf pour celui des 15 à 24 ans qui a perdu 1 000 emplois en 1990.

Parmi les divers secteurs de l'économie en 1990, le commerce a fourni 6 000 nouveaux emplois, les transports, les communications et les autres services publics en ont offerts 2 000, et les industries de la construction et des services ont créé chacune 1 000 postes. Les secteurs de la finance, de l'assurance et de l'immobilier ainsi que l'administration publique ont perdu respectivement 1 000 et 2 000 emplois.



Le nombre de chômeurs dans la province a diminué de 1,4 % (1 000) pour s'établir à 40 000. Le taux de chômage au Nouveau-Brunswick se chiffrait en moyenne à 12,1 % en 1990, comparativement à 12,5 % l'année précédente. Le nombre d'hommes en chômage a diminué de 1 000 pour se chiffrer à 12 % (après avoir augmenté de 2 000 personnes en 1989), et le niveau de l'emploi chez les femmes est resté stable.



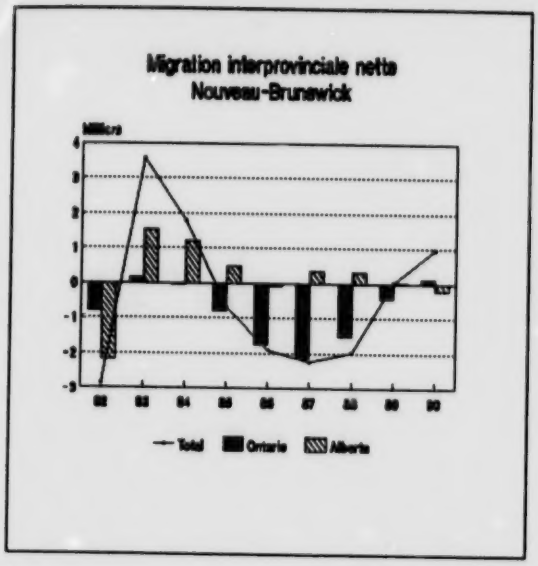
À l'échelon régional, le taux de chômage n'a augmenté que dans le Nord-Est. Seule la région du Nord-Ouest affichait un taux inférieur à celui de 1989. Le niveau de l'emploi s'est accru de 3 000 dans la région de Saint-Jean en 1990, alors que 1 000 emplois ont été créés dans chacune des régions du Nord-Est, de Moncton et de Fredericton.

Les récessions économiques ont traditionnellement eu des incidences négatives rapides sur la population active. La proportion des pertes d'emplois au Canada, mesurée entre le niveau désaisonnalisé d'avril (la récession ayant commencé au deuxième trimestre de 1990) et celui de décembre, s'est établie à 1,6 % (198 000 emplois). Les données correspondantes pour le Nouveau-Brunswick font état d'un recul de 2 %, ce qui représente une perte de 6 000 emplois. Les données relatives aux neuf premiers mois de la récession de 1981-1982 indiquent que le Canada et le Nouveau-Brunswick avaient alors perdu beaucoup plus d'emplois qu'en 1990. Du mois d'août 1981 au mois d'avril 1982, le niveau de l'emploi a chuté de 3 % (331 000 emplois) au Canada, et de 4,3 % (11 000 emplois) au Nouveau-Brunswick. Au plus creux de la dernière récession (novembre 1982), le niveau de l'emploi a

diminué de 5,5 % (612 000 emplois) au Canada, et de 6,3 % (16 000 emplois) au Nouveau-Brunswick.

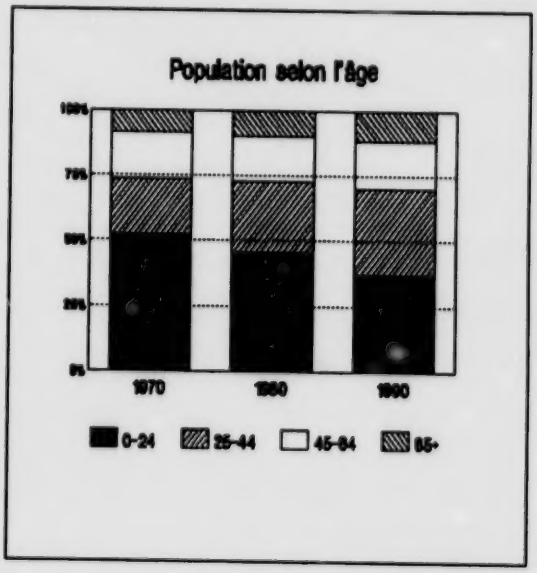
POPULATION

On estime que la population du Nouveau-Brunswick se chiffrait à 723 900 personnes en juin 1990, ce qui représente une augmentation de 0,7 % par rapport à 1989. La province a enregistré une croissance plus marquée à ce chapitre au cours des deux dernières années, en raison d'une migration nette positive; cette tendance est à l'inverse de la migration nette négative observée au milieu des années 1980, laquelle se chiffrait à environ 2 000 personnes par année, comparativement à une migration nette positive de 1 000 personnes l'année dernière. Au cours de l'exercice terminé le 31 mai 1990, la croissance naturelle de la population s'est chiffrée à un peu plus de 4 000 personnes. On a enregistré une baisse de 2 % du nombre des naissances, qui s'est établi à 9 623, et une augmentation de 1,8 % du nombre des décès, qui s'est chiffré à 5 587.



La dernière fois que la province du Nouveau-Brunswick a connu une migration nette positive remonte à 1983-1984. Elle est l'une des trois provinces à afficher une migration interprovinciale nette positive en 1989-1990; elle a enregistré des gains nets dans les migrations avec toutes les provinces, sauf l'Alberta et la Colombie-Britannique. Les migrations nettes entre la province et l'Alberta avaient été positives au cours des trois années précédentes. Les données de 1989-1990 montrent aussi un changement de tendance à l'égard de l'Ontario (dernière migration nette positive en 1982-1983).

L'âge moyen de la population s'établissait à 32,4 ans en 1990, ce qui représente une hausse considérable par rapport aux chiffres de 27,5 ans, en 1980, et de 23,4 ans, en 1970. Il y a vingt ans, les jeunes (de 0 à 24 ans) constituaient plus de 50 % de la population; en 1990, cette proportion s'établissait à 37,3 %.



PERSPECTIVES POUR 1991

En 1991, on prévoit un affaiblissement de la croissance économique du Nouveau-Brunswick, parallèlement au ralentissement économique que connaîtront les grands pays industrialisés. L'économie du Nouveau-Brunswick sera particulièrement vulnérable à la récession dans les États de la Nouvelle-Angleterre, qui constituent le plus important marché pour les exportations de la province. Le déclin des activités dans les industries exportatrices de la province aura des effets sur l'emploi, le revenu et les dépenses personnelles.

On s'attend à ce que le produit intérieur brut réel de la province marque une faible hausse de 0,7 % en 1991. Presque toutes les industries subiront un ralentissement. Les dépenses en immmobilisations seront légèrement supérieures (0,4 %) à celle de 1990, soutenues par la poursuite des travaux de construction des centrales électriques de Belledune et de Millbank. L'activité de ces chantiers ainsi que les dépenses engagées par la province pour les routes, les écoles et les hôpitaux compenseront en partie le ralentissement des autres secteurs.

On prévoit que le produit intérieur brut nominal augmentera de 5,8 % en 1991, surtout en raison d'une hausse des revenus du travail et de placement; par contre, les bénéfices des sociétés

accuseront encore un recul. Le revenu personnel devrait augmenter de 6,9 % en 1991, grâce surtout à une hausse de 9,6 % des revenus en intérêts, dividendes et de placements divers et à une augmentation de 7,3 % des paiements de transfert aux particuliers.

En 1991, les dépenses personnelles de consommation devraient augmenter de 6,2 % en termes nominaux, ce qui donnera une très légère hausse après correction pour l'inflation. À cause principalement de l'entrée en vigueur de la taxe sur les produits et services (TPS), l'indice des prix à la consommation du Nouveau-Brunswick est appelé à augmenter de 5,8 % en 1991. Les dépenses publiques courantes en biens et services devraient progresser de 5,3 %, alors que la demande intérieure finale progressera d'environ 4,9 %.

En raison du ralentissement économique, l'emploi devrait croître à un rythme beaucoup plus lent (0,7 %) en 1991 qu'au cours des six dernières années pendant lesquelles l'augmentation moyenne à ce chapitre s'établissait à 2,8 %. Toutefois, étant donné que la population active devrait s'accroître à un rythme à peine supérieur à celui de l'emploi, on prévoit que le taux de chômage n'augmentera que très légèrement pour s'établir à 12,3 %, comparativement à 12,1 % en 1990.

TAUX DE CROISSANCE DES INDICATEURS ÉCONOMIQUES CLÉS NOUVEAU-BRUNSWICK, DE 1987 À 1991

	1987	1988	1989	1990	1991[1]
	(en pourcentage, à moins d'indication contraire)				
Comptes économiques					
Produit intérieur brut (au coût des facteurs)	7,7	8,0	7,3	5,2	5,8
PIB (réel)	4,5	3,6	2,2	1,3	0,7
Dépenses personnelles	6,5	7,5	7,3	5,8	6,2
Dépenses publiques	5,0	7,9	6,8	6,9	5,3
Formation de capital	5,2	16,2	14,6	-3,6	0,4
Revenus					
Revenu personnel	7,1	8,3	7,5	6,5	6,9
Revenu du travail	8,1	9,0	8,2	6,0	6,5
Bénéfices des sociétés avant impôts	29,0	2,9	1,0	-15,1	-6,7
Population et marché du travail					
Population totale[2]	0,3	0,3	0,6	0,7	0,5
Population, 15 ans et plus	0,8	0,7	1,1	1,1	0,9
Population active	2,0	1,9	2,1	1,7	0,9
Emploi	3,8	2,9	1,4	2,2	0,7
Taux de chômage (%)	13,1	12,0	12,5	12,1	12,3
Taux d'activité (%)	58,2	58,8	59,5	59,8	59,9
Autres					
IPC (Nouveau-Brunswick)	2,8	3,6	4,7	4,6	5,8
Commerce de détail	9,0	8,6	5,1	2,3	4,6

[1] Projections
[2] Au 1er juin

SECTEURS D'ACTIVITÉ

AGRICULTURE

Les recettes agricoles en espèces ont augmenté de 0,8 % pour atteindre 275 millions de dollars au Nouveau-Brunswick en 1990. Seuls la Colombie-Britannique (1,5 %), le Québec et Terre-Neuve (1,2 % respectivement) ont affiché un meilleur rendement à ce chapitre; la moyenne nationale, pour sa part, a enregistré un recul de 3,7 %. Les revenus des récoltes ont augmenté de 3,5 %, et ceux du bétail ont progressé de 2 %. Agriculture Canada estime que les revenus réalisés nets ont augmenté d'à peine 0,6 % par rapport à l'année précédente.

Les recettes totales du bétail et des produits connexes ont augmenté de 2 % et représentaient 54,6 % de l'ensemble des revenus. Le secteur des produits laitiers est celui qui a rapporté le plus en termes monétaires (39,2 %); il a enregistré une progression de 0,8 % en 1990. Les ventes de volaille ont augmenté de 6,3 %, et celles de bovins ont progressé de 8,6 %. Les recettes du porc ont affiché un recul de 5,3 %.

Le total des revenus des récoltes a augmenté de 3,5 %. Les recettes des récoltes de la pomme de terre, qui représentent 66,2 % de l'ensemble des revenus de récoltes, ont progressé de 3,5 p.100. Les piètres conditions de récolte ont provoqué une perte de production de l'ordre d'environ 3 %. Selon l'Agence de

la pomme de terre du Nouveau-Brunswick, près de la moitié de la récolte de pommes de terre est traitée à l'intérieur de la province. Étant donné l'ouverture de l'usine de traitement de 50 millions de dollars de Cavendish Farms, qui devrait avoir lieu en 1992, la proportion de pommes de terre destinées au traitement devrait s'accroître considérablement. Les recettes provenant de la récolte des fruits ont augmenté de 10 %, et celles attribuables aux légumes ont progressé de 7,7 %.

On prévoit que l'industrie agricole du Nouveau-Brunswick connaîtra un certain ralentissement en 1991; la valeur des recettes agricoles en espèces devrait fléchir de 4,9 %, à cause d'une diminution prévue de 9,7 % des revenus des récoltes. Agriculture Canada prévoit que les revenus réalisés nets diminueront de 22,7 % en 1991. Cette chute serait imputable à l'augmentation des frais d'exploitation et des côuts de la construction, de la machinerie et de la main-d'oeuvre.

PÊCHES

Selon les données préliminaires de 1990, la valeur des débarquements des pêcheurs du Nouveau-Brunswick a augmenté de 13,5 % par rapport à 1989 et s'est chiffrée à 99,5 millions de dollars, les prix plus élevés de certaines espèces ayant compensé les faibles captures d'autres. On a notamment enregistré une hausse de la valeur des débarquements de homards, de pétoncles,

de harengs et de morues, mais une baisse de celle des crabes. Tout compte fait, le volume des débarquements s'est accru de 1,5 %.

Dans le but de reconstituer les stocks, on a fixé les quotas globaux de crabe des pêcheurs du Nouveau-Brunswick et du Québec, au début de la saison de pêche dans le sud-ouest du golfe en avril dernier, à 7 000 tonnes métriques. Les données préliminaires de Pêches et Océans indiquent que les débarquements des pêcheurs du Nouveau-Brunswick ont représenté 4 289 tonnes métriques, soit la même quantité que l'année précédente; cependant, les prix ont été inférieurs à ceux consentis en 1989 et se sont chiffrés en moyenne à 1,11 $ la livre, comparativement à 1,30 $ en 1989. Du côté positif, on a signalé en 1990 que les stocks de crabes commençaient à se reconstituer.

Le printemps dernier, la saison de pêche au homard a donné des résultats décevants; on a signalé des débarquements inférieurs à ceux de 1989, et les prix sont demeurés à la baisse en raison des surplus de stocks de 1989. Toutefois, la situation s'est légèrement améliorée au cours de la saison automnale dans le sud-est de la province, en raison d'une légère remontée des prix. La saison hivernale de pêche au homard dans la baie de Fundy a donné des résultats satisfaisants pour ce qui est des débarquements, mais les prix se sont maintenus à un faible niveau.

À cause d'une pénurie de stocks et de la petite taille des captures, le volume des débarquements dans le secteur des poissons de fonds s'est encore situé à un niveau peu élevé, ayant même diminué de 10,3 %. Une modeste augmentation des prix s'est néanmoins traduite par une hausse de 11,5 % de la valeur des débarquements au cours de cette période. Quant aux autres espèces (pélagiques et crustacés), les prix du hareng et de la crevette ont également été médiocres en raison de la faiblesse des marchés au Japon (pour le hareng) et de l'intensification de la concurrence (pour la crevette). Le secteur de la pétoncle affiche, pour sa part, des signes plus encourageants depuis deux ans, tant sur le plan des débarquements que des prix. On s'attend à ce que cette tendance se maintienne en 1991, même si les débarquements seront probablement inférieurs à ceux de 1990.

Malgré le fait que les prix soient plus bas qu'ils ne l'étaient il y a quelques années, l'industrie de l'aquaculture a poursuivi sa croissance rapide. On estime que les ventes se sont chiffrées à 75 millions de dollars en 1990, ce qui représente une augmentation de 50 % par rapport aux résultats de 1989. On compte actuellement 54 installations d'élevage du saumon dans la province; 48 d'entre elles sont exploitées et emploient de 500 à 600 personnes. On s'attend à ce que la forte demande se maintienne; cependant, l'intensification de la concurrence, en particulier sur le marché américain, devrait faire obstacle à toute hausse importante des prix.

On prévoit que la situation des secteurs du homard et du crabe s'améliorera quelque peu en 1991, en raison de l'épuisement des surplus de stocks de homard et de l'augmentation de 3 000 tonnes métriques des quotas globaux de crabe.

INDUSTRIE FORESTIÈRE

L'industrie forestière de la province a connu une année difficile en 1990; le ralentissement économique dans ses marchés d'exportation (en particulier au nord-est des États-Unis) et la remontée du dollar canadien ont fait chuter les ventes des produits de la forêt du Nouveau-Brunswick. La valeur des livraisons de bois a diminué de 7,5 % en 1990, en grande partie à cause de la baisse des mises en chantier au Canada et dans les États américains du Nord-Est; pour leur part, les livraisons de papier et de produits connexes ont chuté de 4,9 %. En termes de quantités, la production de pâtes et papiers au Nouveau-Brunswick a affiché un recul de 13,5 % au cours de 1990.

Les grèves qui ont eu lieu dans deux usines de papier journal ont aussi contribué au fléchissement des livraisons du secteur du papier et des produits connexes. À Dalhousie, l'usine de la CP Forest Products Inc. (NBIP) a été touchée par une grève de trois mois (du 12 septembre au 23 décembre) de 950 travailleurs; par ailleurs, la grève de 450 employés à la Irving

Paper, qui a débuté en avril dernier, a pris fin tard en février 1991.

Le prix du papier journal s'est redressé l'année dernière, après avoir constamment fléchi depuis le second trimestre de 1988. L'augmentation du prix coté de 35 $ US la tonne métrique, enregistrée en juin, a été suivie d'une autre hausse de 35 $ en janvier de cette année. À cause des grèves qui se poursuivent dans l'est du Canada, la structure actuelle des prix devrait demeurer en vigueur pendant la première moitié de 1991. Toutefois, étant donné le recul des ventes publicitaires des journaux canadiens et américains et la mise en exploitation de nouvelles installations dans les prochains mois, les prix devraient être soumis à des pressions à la baisse dans la dernière moitié de l'année.

Après s'être maintenus à des niveaux records au cours de la première moitié de 1990, les prix de la pâte ont commencé à fléchir au second semestre, malgré le fait que les producteurs ont suspendu plus fréquemment leurs activités. On prévoit d'autres reculs cette année, étant donné que la capacité de production mondiale de pâte augmentera d'environ 5,9 % et que la demande globale décroîtra. Les producteurs de pâte du Nouveau-Brunswick ressentent déjà les effets de ces conditions défavorables; en effet, les usines de Sainte-Anne-Nackawic et d'Atholville ont temporairement fermé leurs portes en 1990.

Les prix des produits de papier glacé et mat ont aussi montré des signes de fléchissement au cours de 1990 (en particulier au dernier trimestre); la plupart des catégories étaient vendues à rabais. À cause du ralentissement économique, on s'attend à ce que la demande faiblisse en 1991 et que les prix cèdent sous les nouvelles pressions à la baisse.

Plusieurs nouvelles installations qui étaient en chantier depuis quelques années ont été mises en exploitation en 1990. La seconde machine à papier glacé de Repap, installée à Newcastle au coût de 370 millions de dollars, a commencé à produire en décembre 1989 et a graduellement augmenté le rythme en 1990. Repap a en outre investi 64 millions de dollars dans la construction d'une nouvelle chaudière de récupération à son usine de pâte à papier kraft au cours de l'été. Cette nouvelle chaudière devrait réduire considérablement les émissions de soufre de l'usine. Repap songe aussi à agrandir sa mini-usine ALCELL; cependant, l'entreprise ne s'est pas engagée officiellement à réaliser ce projet de 300 millions de dollars dans la région de la Miramichi.

À Dieppe, la compagnie Irving Tissue a inauguré, en septembre, son usine de fabrication de papier hygiénique et ménager qui a nécessité un investissement de 30 millions de dollars. L'usine produit du papier hygiénique et ménager commercialisé sous la marque Majesta et emploie 125 travailleurs. La société Fraser a mis en oeuvre un procédé de blanchiment sans

chlore à son usine d'Atholville, lequel a nécessité un investissement de 8,5 millions de dollars. On a commencé à exploiter ce procédé dès la reprise de la production qui a eu lieu en novembre, après une fermeture de trois mois et demi.

L'industrie du bois d'oeuvre, dont la production a enregistré un recul important (19,7 %) en 1989, a continué d'être victime des piètres conditions du marché. La production du bois de sciage n'a que très légèrement excédée celle de 1989; ce ralentissement s'explique par la diminution des mises en chantier au Canada et dans les États américains du Nord-Est. Les mauvaises conditions du marché dans l'industrie du bois ont aussi contribué à la fermeture de l'usine de contreplaqué Burchill à Nelson-Miramichi, qui a entraîné la perte de 130 emplois directs dans la région.

Au cours de l'année dernière, plusieurs projets d'immobilisations ont été entrepris ou achevés dans l'industrie du bois. La société Harkema (maintenant connue sous le nom d'Acuma) a terminé la construction de son usine de fabrication de palettes d'aggloméré de 28 millions de dollars à Grand-Sault; l'usine a commencé à produire à la mi-octobre. À St. Stephen, Flakeboard Ltd. a entrepris l'agrandissement de son usine, un projet d'une valeur de 17,5 millions de dollars; de son côté, Atlantic Waferboard a terminé un programme de modernisation de son usine de Morrison Cove, lequel a coûté 5 millions de dollars et devrait améliorer la position concurrentielle de l'entreprise

dans le domaine des panneaux de bois. Atlantic Waferboard fournit 150 emplois directs dans la région de la Miramichi.

En 1991, on prévoit que le rendement de l'industrie du bois continuera d'être ralenti par la stagnation des mises en chantier au Canada et aux États-Unis. Le marché américain a absorbé environ 62 % de toutes les exportations de bois de la province en 1990; cette part de marché a déjà atteint un sommet de 83 % ces dernières années.

FABRICATION

L'industrie de la fabrication a connu une faible croissance de la demande en 1990; la valeur totale des livraisons du secteur de la fabrication s'est accrue d'à peine 2,1 % au cours de l'année, comparativement à 5,5 % pour l'ensemble de 1989. Les industries suivantes ont enregistré des augmentations marquées : aliments (5,9 %), boissons (7,5 %) et métaux oeuvrés (27,3 %). Ces augmentations ont compensé les reculs de 7,5 % dans le secteur du bois et de 4,9 % dans celui du papier et des produits connexes. Les industries du plastique et des produits chimiques ont connu respectivement une baisse de régime de 4 % et de 9,6 %, tandis que les secteurs de l'impression et de l'édition (3,7 %) et de la machinerie (0,6 %) ont affiché des hausses modestes. Malgré le recul des livraisons dans certains secteurs, le domaine

de la fabrication assurait 37 000 emplois, soit le même nombre qu'en 1989.

Dans le secteur des industries diverses, les livraisons ont augmenté de 7,8 % et elles ont représenté 30,8 % de l'ensemble des livraisons du secteur de la fabrication en 1990. Ce groupe se compose de quelques gros producteurs, comme la raffinerie Irving Oil, le chantier naval de Saint-Jean et la fonderie de plomb de Brunswick Mining and Smelting.

Au cours de la dernière année, on a annoncé ou entrepris plusieurs projets d'immobilisations, outre ceux qui ont déjà été mentionnés dans la section sur l'industrie forestière. Dans le secteur de la transformation alimentaire, Gannong Bros., à St. Stephen, a procédé en juin à l'ouverture de son usine de production de friandises d'une valeur de 12 millions de dollars; de son côté, Cavendish Farms a annoncé, en septembre, qu'elle entendait construire une usine de transformation de pommes de terre de 50 millions de dollars dans la région de Grand-Sault. L'usine entrera en activité en 1992. Lorsqu'elle sera en exploitation, l'usine fournira 150 emplois directs à l'économie de la région.

La capacité de production de la province dans le secteur des aliments et des boissons sera aussi accrue, grâce à la construction par Baxter Foods Ltd. d'une usine d'embouteillage et de fabrication de margarine d'une valeur de 4 millions de

dollars à Sussex. Les travaux ont débuté en octobre et devraient se terminer cet automne. Ce projet permettra de créer 10 nouveaux emplois dans le secteur de la production. Cette annonce a été bien accueillie dans la ville, qui a été aux prises avec une grève de vingt semaines de 100 employés de Canada Packers. Ces projets contribueront à atténuer les effets négatifs de la fermeture de l'usine de transformation du thon de Star-Kist, à Bayside, et du ralentissement des activités de l'usine d'empaquetage de viande de Simon's, à Fredericton.

Dans le secteur des produits électriques, TFE Industries Ltd., à Oromocto, a emménagé dans ses nouvelles installations de 12 000 pieds carrés avant Noël, et elle emploie actuellement 26 personnes dans l'assemblage d'ordinateurs personnels. L'été dernier, Oracle Audio Corporation, un fabricant de platines haut de gamme, a embauché 16 personnes pour lancer ses activités à Edmundston. Elle pourrait fournir de l'emploi à 50 travailleurs lorsque sa production atteindra sa vitesse de croisière. L'usine de fabrication de disjoncteurs électriques Square D a fermé ses portes en mars à Edmundston, ce qui a entraîné la perte de 156 emplois dans la région. En novembre, l'usine de pièces d'interrupteurs de Northern Telecom, à Saint-Jean, a fermé ses portes, privant 122 personnes de travail.

Dans l'industrie du textile, l'usine de 30 millions de dollars de la société Wink a officiellement ouvert ses portes en octobre à Caraquet et a embauché 120 travailleurs; elle pourrait

offrir 160 emplois lorsqu'elle produira à plein régime. La production de l'industrie du vêtement de la province se diversifiera davantage en raison de l'ouverture, au cours de l'année, d'une nouvelle usine de fabrication de gants (Atlantic Canada Textiles Manufacturing Company) à Chipman. Cette usine fournira 40 emplois à temps plein aux travailleurs de cette municipalité, qui a perdu un nombre équivalent d'emplois lors de la fermeture de l'usine de briques L.E. Shaw, en février dernier.

Dans le secteur des métaux oeuvrés, l'usine de fabrication de palettes d'acier Ampal à Saint-Jean, d'une valeur de 14,8 millions de dollars, a commencé sa production l'été dernier; à Campbellton, la compagnie New Brunswick Rasakti Inc. a procédé à l'ouverture d'une nouvelle usine d'outillage de précision en mai. On prévoit que l'usine emploiera 34 travailleurs d'ici 1992.

Toujours dans le secteur des métaux oeuvrés, York-Tek a modernisé ses installations de fabrication en déménageant sa division d'usinage de précision de Saint-Jean à Oromocto. Le nouvel équipement de la société lui permet de faire une percée dans un nouveau marché, grâce à l'obtention de contrats en sous-traitance de General Motors en matière d'usinage de haute précision dans le domaine de la défense. Elle assure maintenant de l'emploi à 50 travailleurs. Dans l'industrie de la machinerie, Thomas Equipment a terminé l'agrandissement de ses installations de Centreville, un projet de 5 millions de dollars.

Le nombre d'employés de l'usine est passé d'environ 190 à 225, mais l'entreprise a dû procéder à la mise à pied temporaire de 75 travailleurs au cours du dernier trimestre de 1990 en raison du fléchissement de la demande, imputable au ralentissement économique.

Dans l'industrie du matériel de transport, la croissance de la production a continué d'être soutenue par le programme de construction des frégates de patrouille. En plus de terminer trois des six premières frégates, le chantier naval de Saint-Jean s'apprête à construire l'ensemble des six frégates prévues par le deuxième contrat, qui a une valeur de 2,7 milliards de dollars et qui doit être mené à terme en 1996. La première frégate construite par le chantier naval de Saint-Jean, le Halifax, subit actuellement une mise à l'essai en mer et doit être livrée à la Marine le printemps prochain.

Au cours de l'année dernière, l'industrie du raffinage des produits du pétrole a accru sa capacité, grâce à l'achèvement d'une nouvelle usine d'alkylation de 60 millions de dollars à la raffinerie d'Irving Oil, située à Saint-Jean. La nouvelle usine produit une composante d'essence à indice d'octane élevé et a été mise en exploitation à la mi-septembre.

On prévoit que l'industrie de la fabrication continuera de connaître une croissance ralentie en 1991, étant donné que la baisse de régime des secteurs du bois, du papier et des produits

connexes, qui comptent pour 40 % de l'ensemble des livraisons de produits fabriqués, se poursuivra au moins jusqu'à la fin de l'année.

MINES

L'industrie minière du Nouveau-Brunswick a connu une année difficile en 1990; les prix de la plupart des minéraux ont en effet fléchi vers la fin de l'année, mais ils ont quand même permis à la plupart des producteurs de réaliser des bénéfices. La grève qui a sévi à la Brunswick Mining and Smelting a réduit au chômage près de 25 % des employés des mines de la province pendant le deuxième semestre; en outre, le fléchissement des prix des minéraux a forcé deux exploitations minières à fermer leurs portes. Du côté positif, on pense avoir découvert un grand gisement de métaux communs dans le nord-ouest de la province, et les mines de Heath Steele et de NovaGold ont commencé à produire.

Malgré les difficultés que connaît l'industrie, la valeur totale de la production minière s'est chiffrée à 886,1 millions de dollars, ce qui représente une augmentation de 2,5 % par rapport à 1989. La valeur des minéraux métalliques produits, qui représentait 67,3 % de la valeur totale, a augmenté de 2,3 % et s'est chiffrée à 596 millions de dollars. La valeur des produits de plomb, d'argent et de cuivre a par ailleurs diminué en raison surtout de la grève de la Brunswick Mining and Smelting Ltd. et

d'une tendance à la baisse des prix. L'ouverture de la Heath Steele et de la NovaGold s'est traduite par une hausse de la valeur des produits de zinc et d'or. La production de minéraux non métalliques a augmenté de 2,2 % et a représenté 23,3 % de la production totale. La valeur des combustibles produits s'est quant à elle accrue de 10,8 %, tandis que celle des matériaux de construction a connu une faible hausse.

La grève de près de 1 100 employés de la mine de métaux communs et de 400 travailleurs de la fonderie de plomb de Brunswick Mining and Smelting Ltd. a commencé en juillet et se poursuivait au début de 1991. Depuis le début de la grève, les deux installations ont poursuivi leurs activités et ont produit à un rythme de 25 à 30 % de leur capacité. Pour l'ensemble de l'année, les revenus de BMS ont chuté de 15,8 % pour s'établir à 25 millions de dollars, comparativement à 29,7 millions en 1989. Des difficultés de production et la faiblesse des prix du zinc ont forcé Breakwater Resources à mettre fin à l'exploitation de sa mine de plomb, de zinc et d'argent à Caribou, en octobre. La mine d'antimoine de Dominion Explorers a fermé ses portes en janvier, en raison de la chute des prix de son produit sur les marchés internationaux.

La mine de métaux communs de la Heath Steele a dépassé ses objectifs de production depuis sa réouverture, en août 1989. La mine, qui avait fermé ses portes en 1983, assure actuellement de l'emploi à 284 travailleurs et dispose de réserves susceptibles

d'être exploitées au moins jusqu'en 1997. Les travaux de la NovaGold à la mine de Murray Brook, située dans le comté de Restigouche, suivent l'échéancier prévu. Cette mine d'or et d'argent à ciel ouvert emploie actuellement 60 personnes et pourrait être agrandie, si le projet de mise en valeur d'un gisement de cuivre situé sous le dépôt de métaux précieux est jugé acceptable à la suite de l'étude d'impact sur l'environnement. NovaGold a aussi découvert un gisement de plomb et de zinc qui pourrait être important, à Sewell Brook, au nord-est de Plaster Rock. L'entreprise a identifié des échantillons de très bonne qualité et prévoit effectuer d'autres travaux d'exploration. Amberquest Resources Ltd. a conclu une entente en vue d'exploiter l'usine de récupération d'or de Gordex Minerals à Cape Spencer, à titre de première étape d'un projet visant la reprise des activités des installations de lixiviation à ciel ouvert de Gordex.

La production de potasse s'est poursuivie dans les deux mines du comté de Kings, malgré un fléchissement de la demande et des prix. La valeur des exportations de potasse du Nouveau-Brunswick a atteint 117,7 millions de dollars au cours de 1990, soit une baisse de 6,4 % par rapport au chiffre de 125,7 millions de dollars observé en 1989.

La production de charbon au Nouveau-Brunswick est passée de 520 000 tonnes à 550 000 tonnes en 1990. L'entreprise New Brunswick Coal a annoncé la construction de nouvelles

installations d'extraction d'une valeur de 19 millions de dollars, à Minto, ainsi que la poursuite de la mise en valeur des dépôts de charbon dans le comté de Kent.

Une nouvelle entente de coopération Canada/Nouveau-Brunswick sur la mise en valeur des minéraux, d'une durée de cinq ans et d'une valeur de 10 millions de dollars, a été signée en septembre 1990. Celle-ci prévoit que l'on accordera une attention toute particulière aux projets qui ont pour objectifs l'amélioration de la position concurrentielle de l'industrie, l'accroissement des connaissances sur l'industrie minière et la réduction de son impact sur l'environnement et l'augmentation des stocks de métaux communs en réserve.

Les perspectives de l'industrie minière du Nouveau-Brunswick continuent d'être encourageantes. La production totale devrait augmenter en 1991, à condition que la grève à la BMS se règle au début de l'année. On prévoit que les prix de la plupart des métaux communs se maintiendront autour des niveaux atteints vers la fin de 1990, parce que le ralentissement économique dans les pays industrialisés provoquera un fléchissement de la demande dans les industries de la construction et de l'automobile et que la fin des interruptions de production un peu partout dans le monde pourrait entraîner des surplus de stocks de certains produits.

CONSTRUCTION

Malgré une légère diminution des investissements, le secteur de la construction a contribué grandement à la croissance économique du Nouveau-Brunswick en 1990. L'enquête de Statistique Canada de 1991 sur les projets d'investissements privés et publics révèle que les investissements en immobilisations ont chuté de 3,6 % par rapport au niveau record de 2 730 millions de dollars enregistré en 1989. La valeur des travaux de construction a augmenté de 10,3 %, tandis que l'achèvement d'importants projets dans les secteurs des pâtes et papier et des mines a entraîné une baisse de 21,2 % des investissements en machines et en matériel.

Les dépenses de réparation des installations existantes ont augmenté de 3,3 % pour s'établir à 909,6 millions de dollars. Dans l'ensemble, les dépenses totales en immobilisations et en réparations ont diminué de 2,0 % pour atteindre 3 639.6 millions de dollars. Les dépenses de construction en immobilisations et en réparations ont augmenté de 11,3 %, pour atteindre 2 108,8 millions de dollars, alors que les investissements en machines et outillages ont baissé de 15,8 % pour s'établir à 1 530,8 millions de dollars.

Les investissements en immobilisations du secteur des affaires ont diminué de 6,8 %, des baisses importantes ayant été enregistrées dans le secteur de la fabrication 54,5 % (en raison

surtout de la fin des travaux de rénovation de l'usine Repap et de ses machines à papier glacé) et le secteur d'activité primaire (11,8 %). La mise en chantier des centrales électriques de Belledune et de Millbank a fait grimper les dépenses des services publics de 96,1 %. La hausse des dépenses des secteurs du commerce, des finances et des services commerciaux a atteint 13 %, étant donné la construction de divers complexes commerciaux et de bureaux, à divers endroits dans la province. Les investissements résidentiels ont chuté de 4,7 %, les taux d'intérêt élevés sur les prêts hypothécaires ayant contribué à ralentir les activités à ce chapitre. Les dépenses en immobilisations des établissements et des ministères se sont accrues de 9,3 %, en raison surtout des sommes investies par le gouvernement provincial dans la construction de routes.

Compte tenu des conditions économiques, l'activité du secteur de la construction résidentielle a fléchi en 1990; en effet, le nombre des mises en chantier a diminué de 27,1 %, passant de 3 681 en 1989 à 2 683 en 1990. La valeur des permis de construction résidentielle délivrés par les municipalités a diminué de 1,9 %, et celle des permis de construction non résidentielle a chuté de 29,6 %. Dans l'ensemble, la valeur des permis de construire a diminué de 16,9 %. L'industrie de la construction a employé en moyenne 19 000 travailleurs en 1990, ce qui représente une augmentation de 1 000 emplois par rapport à 1989.

En 1991, on prévoit une légère hausse (0,4 %) du niveau des investissements en immobilisations par rapport à celui de 1990. Il s'agira du second niveau en importance jamais enregistré. Les nouveaux projets devraient enregistrer une hausse de 3,1 % et s'établir à un niveau record de 1,8 milliard de dollars. On prévoit cependant une baisse de 4,4 % au chapitre des investissements en machines et en matériel. Bien que les principaux projets d'investissement qui ont vu le jour depuis quelques années dans les secteurs du commerce et de la fabrication soient en grande partie achevés, les chantiers des centrales électriques de Belledune, de Millbank, de Dalhousie et de Sainte-Rose entraîneront l'injection de près de 1,6 milliard de dollars dans l'économie au cours des prochaines années. Toutefois, l'annonce de la mise en chantier d'importants projets d'immobilisations, tels le lien fixe avec l'Île-du-Price-Édouard, Point Lepreau II ou la nouvelle route transcanadienne, améliorerait sensiblement les perspectives économiques de la province et de l'industrie de la construction en particulier. Les revues consacrées aux secteurs de l'industrie forestière, des mines, de l'industrie de la fabrication et des services donnent des détails sur bon nombre des grands projets de construction prévus ou actuellement en cours dans la province.

SERVICES

La proportion des emplois offerts par l'industrie des services s'est accrue en 1990 et représentaient 74,6 % de l'ensemble des emplois de la province. Le nombre d'emplois a augmenté de 6 000 pour s'établir à 217 000, alors qu'en 1989, le nombre d'emplois offerts dans ce secteur avait augmenté de 4 000. Les salaires ont affiché une hausse de 7,2 % en 1990, comparativement à une augmentation de 1 % pour les industries productrices de biens.

Transports, communications et autres services publics

En moyenne, le niveau de l'emploi dans ce secteur s'est chiffré à 27 000 postes, ce qui représente une augmentation de 2 000 emplois par rapport à 1989. Au cours de 1990, les salaires versés par les employeurs se sont accrus de 4,9 %.

Le volume des marchandises manutentionnées au port de Saint-Jean a augmenté de 2 %; à titre de comparaison, il avait diminué de 1,4 % en 1989. On a observé une augmentation de 7,7 % des marchandises en partance, et un recul de 2,3 % des arrivages.

Le début la construction du terminal de fret à l'aéroport de Moncton, qui coûtera de 4 à 5 millions de dollars, entraînera la création de 50 emplois en 1991. Federal Express a annoncé son

intention d'installer à Moncton son centre de service et de traitement des données, créant ainsi 60 emplois; pour sa part, CP Express et Transport construira un centre de comptabilité et de service à la clientèle qui devrait employer 60 personnes à long terme. De plus, Camco, filiale de Générale électrique Canada, a également annoncé son intention d'établir à Moncton un centre de télémarketing qui créera jusqu'à 90 emplois, une fois pleinement opérationnel. Par contre, CN et Marine Atlantique ont annoncé qu'elles mettaient à pied ou licenciaient 148 et 30 personnes respectivement dans la région de Moncton. Air Canada a aussi fait part de son intention d'abolir 26 postes à Fredericton, Moncton et Saint-Jean.

Dans le secteur des communications, le total des appareils téléphoniques en service au Nouveau-Brunswick a augmenté en moyenne de 4,4 % au cours d'une période de dix mois en 1990, et le nombre des appels interurbains effectués à partir de la province s'est accru de 12,4 %. NBTel a prévu une somme de 106 millions de dollars au chapitre des dépenses d'immobilisations destinées à ses installations et à son matériel, comparativement au montant de 91 millions de dollars prévu à cette fin en 1989. On prévoit que ces dépenses se chiffreront à 103 millions de dollars en 1991.

Les ventes d'électricité à l'intérieur de la province ont diminué de 2,8 % au cours des dix premiers mois de l'exercice 1990-1991. Les ventes au secteur industriel ont chuté de 8,7 %,

en grande partie à cause des conflits de travail dans les secteurs des pâtes et papier et des mines; par contre, la consommation d'électricité des secteurs commercial et résidentiel a augmenté de 3 et de 1,7 %, respectivement. Parmi les grands projets d'immobilisations d'Énergie NB, on note la centrale thermique de Belledune (965 millions de dollars) et l'installation de turbines aux centrales de Millbank (250 millions) et de Sainte-Rose (60 millions). En outre, elle prévoit consacrer 338 millions de dollars à l'amélioration des installations de Dalhousie. Énergie NB devrait investir plus de 506 millions de dollars dans des projets d'immobilisations au cours de l'exercice 1990-1991.

Commerce de détail et de gros

En 1990, le nombre d'emplois s'est accru de 11,1 % dans le secteur du commerce; celui-ci se chiffre maintenant à 60 000 et représente 27,6 % des emplois dans le secteur des services. Les salaires de ces travailleurs se sont accrus de 7,3 % au cours de 1990.

La valeur totale des ventes au détail de tous les commerces a augmenté de 2,3 % en 1990, ce qui est inférieur à la hausse de l'indice des prix à la consommation du Nouveau-Brunswick (4,6 %). La valeur des ventes du secteur du commerce de gros a chuté de 7,5 % au cours des onze premiers mois de l'année.

Les investissements en immobilisations dans le secteur de la vente de détail ont été soutenus par l'achèvement du projet d'agrandissement du Regent Mall, au côut de 20 millions de dollars, à Fredericton . Plusieurs nouveaux centres commerciaux ont été mis en chantier à divers endroits de la province, ce qui devrait assurer la poursuite des activités à ce chapitre en 1991; l'un des plus importants projets dans ce domaine est l'agrandissement du Brookside Mall, réalisé au coût de 14 millions de dollars à Fredericton.

Finances, assurances et affaires immobilières

Le niveau de l'emploi dans ce secteur s'est établi en moyenne à 11 000 postes en 1990, ce qui représente une perte de 1 000 emplois par rapport à l'année précédente. Au cours de 1990, la rémunération s'est accrue de 4,5 % par rapport à 1989.

La fermeté des investissements a été soutenue, en 1990, par la construction de plusieurs grands complexes de bureaux et de commerces à Fredericton, à Moncton et à Saint-Jean, et par l'approbation, la construction ou l'achèvement d'autres centres de moindre envergure. Parmi ceux-ci, notons l'achèvement des complexes de bureaux de Regency Park et de Frederick Square, à Fredericton, et l'annonce de la construction du Mercantile Centre, au coût de 30 millions de dollars, à Saint-Jean.

Services socio-culturels, commerciaux et personnels

Ce secteur comprend des activités non commerciales comme les soins de santé, le bien-être social et l'éducation; il englobe aussi diverses activités commerciales telles que les services aux entreprises, les services personnels, les divertissements, les installations de loisirs ainsi que les établissements d'hébergement et de restauration. Le niveau de l'emploi a augmenté de 1 000 postes dans ce secteur en 1990, et il s'établit maintenant à 97 000. Les salaires versés par les services socio-culturels, commerciaux et personnels ont augmenté de 8.1 % durant l'année. Les recettes des restaurateurs, des traiteurs et des taverniers se sont accrus de 4 % au cours de 1990, comparativement à une hausse de 9,2 % en 1989.

Parmi les grands projets en cours ou prévus dans les secteurs de l'hébergement et des loisirs, on note l'hôtel Sheraton de Fredericton (31 millions de dollars); le centre sportif de Kingsclear, près de Fredericton (8,3 millions de dollars); le centre municipal de Saint-Jean (21 millions de dollars). Le centre de divertissement Palais Crystal, construit au coût de 26,2 millions de dollars, a ouvert ses portes en février 1990 à Dieppe. Dans le secteur des services non commerciaux, on prévoit que la construction des nouveaux hôpitaux de Campbellton, d'Edmundston et de Tracadie sera terminée en 1991; par ailleurs, on entreprendra les travaux préliminaires en vue de la construction de l'hôpital régional de la Miramichi, à Chatham Head, au coût de 75 millions de dollars.

Tourisme

Même si le Nouveau-Brunswick a enregistré la même baisse de fréquentation que la plupart des destinations de l'Amérique du Nord en 1990, les données préliminaires indiquent que les dépenses des voyageurs résidents et non résidents se chiffraient à 612 millions de dollars, soit une hausse de 4,1 % par rapport à l'année précédente. On s'attend à ce que tous les secteurs de l'industrie touristique affichent une légère croissance. Le nombre de travailleurs oeuvrant dans les secteurs reliés directement ou indirectement à cette industrie a atteint 22 500 années-personnes, ce qui représente une augmentation de 4,2 % par rapport à 1989. En 1990, le taux d'occupation des établissements d'hébergement de la province a été légèrement inférieur à ce qu'il était l'année précédente.

CONCLUSION

L'économie du Canada et des États-Unis a montré des signes de récession de plus en plus apparents au fil de l'année; en conséquence, la croissance économique du Nouveau-Brunswick a considérablement ralenti en 1990. Le rendement des secteurs de la fabrication et de l'industrie minière, déjà affaibli par le ralentissement de la demande mondiale pour la plupart des produits, a souffert en plus de conflits de travail. Toutefois, la construction a continué de contribuer grandement à la croissance, surtout grâce aux projets dans le secteur de l'énergie. Malgré un ralentissement au second semestre, la croissance de l'emploi a été plus importante que prévue et a entraîné une baisse du taux de chômage. Le taux d'inflation a légèrement diminué, comme en témoigne l'indice des prix à la consommation de la province, et s'est maintenu sous la moyenne nationale pour une cinquième année de suite.

On prévoit que l'économie du Canada et des États-Unis sera en récession au moins jusqu'à la fin du premier semestre de 1991. La solution rapide du conflit dans le golfe Persique devrait entraîner une chute des prix du pétrole. Malgré la baisse des taux d'intérêt, la confiance des consommateurs et des milieux d'affaires est faible dans les deux pays à l'aube de 1991. Dans ce contexte, le ralentissement de la demande pour les produits de nos industries exportatrices fera fléchir la croissance économique du Nouveau-Brunswick. Les investissements, soutenus

par la construction des centrales électriques, continueront d'insuffler une certaine vigueur à l'économie. On espère que le conflit de travail dans l'industrie minière sera réglé au début de l'année, de sorte à permettre aux entreprises touchées de reprendre leur production. La croissance de l'emploi sera faible, ce qui provoquera probablement une hausse du taux de chômage. On prévoit que la hausse de l'indice des prix à la consommation sera considérablement plus forte qu'en 1990, en raison des effets qu'auront sur le marché l'entrée en vigueur de la taxe sur les produits et services et l'augmentation des coûts de l'énergie.

Série annuelle

Tableau		Page
1	POPULATION	63
2	POPULATION SELON LE GROUPE D'ÂGES	63
3	STATISTIQUE DE L'ÉTAT CIVIL	64
4	REVENU PERSONNEL PAR HABITANT	65
5	COMPOSANTES DU REVENU PERSONNEL	65
6	PRODUIT INTÉRIEUR BRUT AU COÛT DES FACTEURS, NOUVEAU-BRUNSWICK ET CANADA	66
7	REVENU PROVINCIAL ET PRODUIT INTÉRIEUR BRUT PROVINCIAL	67
8	PRODUIT INTÉRIEUR BRUT AU COÛT DES FACTEURS	68
9	DÉPENSE PROVINCIALE BRUTE	69
10	DÉPENSES BRUTES DE LA PROVINCE1EN DOLLARS CONSTANTS	70
11	PRODUIT INTÉRIEUR BRUT PAR INDUSTRIE	71
12	PRODUIT INTÉRIEUR BRUT PAR INDUSTRIE, EN DOLLARS CONSTANTS DE 1981	72
13	INVESTISSEMENTS PRIVÉS ET PUBLICS	73
14	RÉMUNÉRATION HEBDOMADAIRE MOYENNE, PAR ACTIVITÉ	74
15	STATISTIQUES DE LA POPULATION ACTIVE	75
16	EMPLOI SELON LA BRANCHE D'ACTIVITÉ ET SELON LA PROFESSION	76
17	EMPLOI DANS LES ADMINISTRATIONS PUBLIQUES	77
18	COMPOSANTES DU REVENU DES AGRICULTEURS	77
19	RECETTES MONÉTAIRES PROVENANT DES OPÉRATIONS AGRICOLES	78
20	STATISTIQUES PRINCIPALES DE L'INDUSTRIE DE L'EXPLOITATION FORESTIÈRE	79

Tableau Page

21 ESTIMATIONS DE LA PRODUCTION FORESTIÈRE TOTALE....79

22 STATISTIQUES PRINCIPALES DE L'INDUSTRIE DE LA PÊCHE....80

23 VALEUR DES POISSONS DE MER DÉBARQUÉS (ESPÈCES PRINCIPALES)....81

24 PRODUCTION MINÉRALE-QUANTITÉ....82

25 STATISTIQUE PRINCIPALE DE L'INDUSTRIE MINÉRALE....82

26 PRODUCTION MINÉRALE - VALEUR....83

27 STATISTIQUE PRINCIPALE DES INDUSTRIES MANUFACTURIÈRES....84

28 LIVRAISONS DE PRODUITS DE FABRICATION, INDUSTRIES PRINCIPALES....85

29 LOGEMENTS MIS EN CHANTIER ET PARACHEVÉS....86

30 TRAVAUX DE CONSTRUCTION....86

31 VALEUR DES TRAVAUX DE CONSTRUCTION SELON LE GENRE DE CONSTRUCTION....87

32 COMMERCE DE DÉTAIL....88

33 COMMERCE DE DÉTAIL SELON LE GENRE DE COMMERCE....89

34 INDICE DES PRIX À LA CONSOMMATION....90

35 RECETTES DE L'HÉBERGEMENT ET DE LA RESTAURATION....91

36 NOMBRE DE VÉHICULES AUTOMOBILES IMMATRICULÉS....92

37 DISPONIBILITÉ ET ÉCOULEMENT DE L'ÉNERGIE ÉLECTRIQUE....93

38 EXPORTATIONS....94

39 EXPORTATIONS NATIONALES....95

Tableau 1 - POPULATION

Année	Nouveau-Brunswick	Pourcentage de variation	Canada	Pourcentage de variation	N.-B. en % du Canada
1961	597 936		18 238 247		3,3
1966	616 788	3,2	20 140 880	9,7	3,1
1971	634 557	2,9	21 568 311	7,1	2,9
1976	677 250	1,8	22 992 600	1,3	2,9
1981	696 400	0,1	24 341 700	1,2	2,9
1982	696 600	0,0	24 583 100	1,0	2,8
1983	703 200	0,9	24 787 200	0,8	2,8
1984	707 900	0,7	24 978 200	0,8	2,8
1985	709 900	0,3	25 165 400	0,7	2,8
1986	710 400	0,1	25 353 000	0,7	2,8
1987	712 300	0,3	25 617 300	1,0	2,8
1988	714 300	0,3	25 909 200	1,1	2,8
1989p	718 600	0,6	26 223 200	1,2	2,7
1990p	723 900	0,7	26 584 000	1,4	2,7

Sources: Recensement de Statistique Canada et Statistique Canada 91-210.

Tableau 2 - POPULATION SELON LE GROUPE D'ÂGES (en milliers)

Année	0-14	15-24	25-34	35-64	65 et plus
1961	227,2	90,9	67,5	165,4	46,9
1966	222,1	107,9	65,2	171,3	50,3
1971	203,1	126,4	73,9	176,5	54,7
1976	193,1	137,6	99,9	185,7	61,1
1981	173,6	136,6	116,4	199,2	70,6
1982	170,6	133,3	116,7	203,9	72,2
1983	169,3	132,1	118,7	209,4	73,6
1984	167,6	130,2	120,1	214,6	75,3
1985	165,2	127,4	121,3	219,0	77,1
1986	161,9	124,6	122,2	222,9	78,8
1987	159,0	122,6	122,8	226,8	81,0
1988	156,4	120,3	123,3	231,5	82,7
1989p	155,3	117,8	123,7	237,3	84,4
1990p	153,9	116,0	124,3	243,4	86,2

Sources: Recensement de Statistique Canada et Statistique Canada 91-210.

Tableau 3 - STATISTIQUE DE L'ÉTAT CIVIL

Année se terminant le 31 mai	Naissances vivantes	Décès	Accroissement naturel	Accroissement absolu	Migration nette[1]
1975	11 735	5 235	6 500	11 600	+5 100
1976	11 800	5 216	6 584	12 000	+5 400
1977	11 753	5 140	6 613	6 900	+300
1978	11 119	5 210	5 909	4 000	-1 900
1979	10 784	5 086	5 698	3 800	-1 900
1980	10 782	5 284	5 498	3 500	-2 000
1981	10 633	5 178	5 455	1 000	-4 500
1982	10 373	5 109	5 264	200	-5 100
1983	10 582	5 339	5 243	6 600	+1 400
1984	10 406	5 172	5 234	4 700	-500
1985	10 268	5 298	4 970	2 000	-3 000
1986	10 080	5 382	4 698	500	-4 200
1987	9 653	5 341	4 312	1 900	-2 400
1988	9 534	5 462	4 072	2 000	-2 100
1989	9 822	5 488	4 334	4 300	-35
1990	9 623	5 587	4 036	5 300	+1 300

[1]Migration nette = Accroissement absolu - Accroissement naturel.

Sources: Statistique Canada 11-003, 84-202 et 91-210.

Tableau 4 - REVENU PERSONNEL PAR HABITANT
(dollars)

Année	Nouveau-Brunswick	Nouvelle-Écosse	Ontario	Canada	% par rapport à l'Ontario	% par rapport au Canada
1975	4 525	4 746	6 751	6 106	67,0	74,1
1976	5 112	5 279	7 569	6 877	67,5	74,3
1977	5 539	5 850	8 212	7 513	67,5	73,7
1978	6 088	6 542	8 985	8 299	67,8	73,4
1979	6 692	7 214	9 952	9 242	67,2	72,4
1980	7 390	7 857	11 017	10 352	67,1	71,4
1981	8 512	9 000	12 758	12 038	66,7	70,7
1982	9 634	10 212	14 070	13 206	68,5	73,0
1983	10 326	10 977	14 997	13 831	68,9	74,7
1984	11 277	11 935	16 423	14 893	68,7	75,7
1985	12 106	13 276	17 354	15 877	69,8	76,2
1986	13 055	14 085	18 612	16 823	70,1	77,6
1987	13 951	15 055	20 218	18 007	69,0	77,5
1988	15 065	16 069	22 138	19 580	68,1	76,9
1989	16 097	17 158	24 017	21 092	67,0	76,3
1990*	17 021	18 521	25 353	22 423	67,1	75,9

Source: Statistique Canada 13-213.

Tableau 5 - COMPOSANTES DU REVENU PERSONNEL
(millions de dollars)

Année	Rémunération des salariés	Revenu des exploitants agricoles	Revenu des entreprises individuelles	Revenu de placements	Transferts	Total[1]
1975	1 951	21	167	192	593	3 010
1976	2 244	36	184	224	680	3 462
1977	2 417	27	199	249	799	3 789
1978	2 623	40	227	326	868	4 189
1979	2 930	44	252	399	888	4 630
1980	3 227	34	261	467	1 015	5 139
1981	3 647	61	273	640	1 161	5 928
1982	3 962	45	350	763	1 403	6 711
1983	4 223	35	453	728	1 587	7 261
1984	4 578	58	509	876	1 762	7 983
1985	5 016	29	570	910	1 884	8 594
1986	5 374	38	631	988	2 053	9 274
1987	5 808	41	660	1 067	2 165	9 937
1988	6 330	49	706	1 162	2 315	10 761
1989	6 852	44	725	1 333	2 411	11 567
1990*	7 263	50	755	1 477	2 569	12 321

[1]Les chiffres ne concordent pas avec le total.
Source: Statistique Canada 13-213.

Tableau 6 - PRODUIT INTÉRIEUR BRUT AU COÛT DES FACTEURS

Nouveau-Brunswick et Canada

Année	PIB N.-B.	PIB Canada	PIB par habitant N.-B.	PIB par habitant Canada	N.-B. en % du Canada
	(millions de dollars)		($)	($)	
1965	982	49 948	1 597	2 543	62,8
1966	1 093	55 990	1 772	2 797	63,4
1967	1 160	59 982	1 871	2 943	63,6
1968	1 249	65 488	1 998	3 164	63,1
1969	1 371	72 381	2 183	3 447	63,3
1970	1 482	77 259	2 364	3 628	65,2
1971	1 620	84 370	2 553	3 912	65,3
1972	1 832	94 774	2 862	4 347	65,8
1973	2 179	111 956	3 367	5 079	66,3
1974	2 664	134 725	4 076	6 024	67,7
1975	3 032	154 217	4 558	6 795	67,1
1976	3 457	176 924	5 105	7 695	66,3
1977	3 691	193 425	5 395	8 311	64,9
1978	4 086	216 680	5 938	9 214	64,4
1979	5 108	249 497	7 383	10 506	70,3
1980	5 254	282 408	7 555	11 746	64,3
1981	5 853	319 190	8 405	13 113	64,1
1982	6 223	334 990	8 933	13 627	65,6
1983	6 760	363 127	9 613	14 650	65,6
1984	7 555	400 940	10 672	16 052	66,5
1985	8 077	430 094	11 378	17 091	66,6
1986	8 917	450 297	12 552	17 761	70,7
1987	9 603	490 517	13 482	19 148	70,4
1988	10 372	538 366	14 521	20 779	69,9
1989	11 132	579 702	15 491	22 106	70,1
1990*	11 708	601 449	16 174	22 624	71,5

Source: Statistique Canada 13-213.

Tableau 7 - REVENU PROVINCIAL ET PRODUIT INTÉRIEUR BRUT PROVINCIAL
(millions de dollars)

	1985	1986	1987	1988	1989	1990*
Rémunération des salariés	5 016	5 374	5 808	6 330	6 852	7 263
Solde et indemnités militaires	127	140	149	150	152	156
Bénéfices des corporations avant impôts	460	593	765	787	795	675
Intérêts et revenus divers de placement	721	867	890	966	1 076	1 178
Revenu net comptable des exploitants agricoles au titre de la production agricole	29	38	41	49	44	49
Revenu net des entreprises non agricoles non constituées en corporation, loyers compris	570	631	660	706	725	755
Ajustment de la valeur des stocks	-40	-22	-70	-55	-57	-30
REVENU PROVINCIAL NET AU COÛT DES FACTEURS	6 883	7 621	8 243	8 933	9 587	10 046
Impôts indirects	1 126	1 308	1 449	1 560	1 691	1 790
Moins:						
Subventions	-196	-146	-165	-168	-178	-184
Provisions pour consommation de capital et ajustements divers	1 194	1 296	1 360	1 439	1 545	1 662
PRODUIT INTÉRIEUR BRUT PROVINCIAL AUX PRIX DU MARCHÉ	9 007	10 079	10 887	11 764	12 645	13 314

Source: Statistique Canada 13-213.

Tableau 8 - PRODUIT INTÉRIEUR BRUT AU COÛT DES FACTEURS
(millions de dollars)

	1985	1986	1987	1988	1989	1990*
PRODUIT INTÉRIEUR BRUT PROVINCIAL AUX PRIX DU MARCHÉ	9 007	10 079	10 887	11 764	12 645	13 314
Subventions	196	146	165	168	178	184
Impôts indirects	-1 126	-1 308	-1 449	-1 560	- 1 691	-1 790
PRODUIT INTÉRIEUR BRUT PROVINCIAL AU COÛT DES FACTEURS	8 077	8 917	9 603	10 372	11 132	11 708

Source: Statistique Canada 13-213.

Tableau 9 - DÉPENSE PROVINCIALE BRUTE
(millions de dollars)

	1985	1986	1987	1988	1989	1990*
Dépenses des consommateurs en biens et services	6 474	6 997	7 452	8 010	8 591	9 088
Biens	3 818	4 087	4 287	4 623	4 933	5 129
Services	2 656	2 910	3 165	3 387	3 658	3 959
Dépenses courantes des administrations publiques en biens et services	2 638	2 684	2 819	3 041	3 248	3 471
Formation brute de capital fixe	2 027	2 095	2 203	2 560	2 935	2 830
Administrations publiques	387	397	480	417	439	478
Construction non résidentielle	351	356	420	346	366	394
Machines et matériel	36	41	60	71	73	84
Entreprises	1 640	1 698	1 723	2 143	2 496	2 352
Construction résidentielle	577	724	724	805	836	792
Construction non résidentielle	344	328	329	452	607	760
Machines et matériel	719	646	670	886	1 053	800
DEMANDE INTÉRIEURE FINALE	11 139	11 776	12 474	13 611	14 774	15 389
Valeur de la variation matérielle des stocks	126	-392	1	163	64	..[1]
Exportations nettes plus erreur d'estimation résiduelle	-2 258	-1 305	-1 588	-2 010	-2 193	-2 075
DÉPENSE PROVINCIALE BRUTE AUX PRIX DU MARCHÉ	9 007	10 079	10 887	11 764	12 645	13 314

[1]Inclus dans "Exportations nettes plus erreur d'estimation résiduelle".

Source: Statistique Canada 13-213.

TABLEAU 10 - DÉPENSES BRUTES DE LA PROVINCE[1]
EN DOLLARS CONSTANTS
(en millions de dollars de 1986)

	1985	1986	1987	1988	1989
Dépenses personnelles en biens et services de consommation	6,716	6,997	7,237	7,508	7,707
Biens	3,941	4,087	4,188	4,366	4,452
Services	2,775	2,910	3,049	3,142	3,255
Dépenses publiques courantes en biens et services	2,677	2,684	2,714	2,866	2,929
Formation brute de capital fixe	2,036	2,095	2,172	2,481	2,770
Gouvernement	388	397	479	405	414
Construction	355	356	417	331	338
Machines et matériel	34	41	62	74	76
Entreprises	1,648	1,698	1,693	2,076	2,356
Construction résidentielle	601	724	697	745	754
Construction non résidentielle	349	328	313	407	519
Machines et matériel	684	646	683	924	1,083
Demande intérieure finale	11,428	11,776	12,123	12,855	13,406

Les chiffres ont été arrondis, il se peut que les totaux ne correspondent pas.

[1]La somme de la demande intérieure finale et des exportations moins les importations donne les dépenses brutes de la province. Les données relatives aux exportations et aux importations provinciales en dollars constants ne sont pas disponibles.

Source: Statistique Canada 13-213.

Tableau 11 - PRODUIT INTÉRIEUR BRUT PAR INDUSTRIE
(millions de dollars)

	1981	1982	1983	1984[1]	1985[1]	1986[1]
SECTEUR DES ENTREPRISES						
Agriculture	123,1	108,8	96,2	120,4	118,5	144,5
Exploitation forestière	128,6	90,1	138,8	217,5	164,7	189,6
Ind. de le pêche et du piégeage	34,2	42,9	50,6	49,2	56,0	70,4
Mines	125,9	124,5	94,2	200,9	109,2	142,7
Industries manufacturières	848,3	800,6	896,1	972,2	1 133,0	1 337,0
Ind. de la construction	489,4	541,6	546,5	519,1	518,0	589,3
Énergie électrique, gaz et autres services publics	222,8	226,7	400,2	453,9	452,6	541,8
Ind. des services d'enseignement	3,6	2,2	2,0	3,4	2,7	3,0
Ind. des services de soins de santé	92,1	110,6	130,6	125,0	137,9	146,8
Hébergement et restauration	140,6	148,9	157,1	188,7	194,6	213,5
SECTEUR NON COMMERCIAL						
Industrie des services forestiers	18,1	21,5	20,5	19,3	25,4	27,0
Industrie de la distribution d'eau	11,1	12,4	12,5	12,7	13,7	14,4
Services des admin. provinciales	212,5	247,4	272,2	236,0	302,3	316,9
Services des admin. locales	81,8	92,0	101,1	104,5	116,6	119,6
Ind. des services d'enseignement	418,3	466,9	516,1	530,1	559,8	603,3
Serv. de soins de santé et sociaux	284,3	365,4	407,0	439,4	446,6	472,9
Industries productrices de biens	1 983,4	1 947,6	2 235,1	2 545,9	2 565,7	3 029,8
Industries productices de services	3 868,6	4 267,4	4 528,9	5 009,1	5 511,3	5 887,2
Produit intérieur brut au coût des facteurs	5 852,0	6 215,0	6 764,0	7 555,0	8 077,0	8 917,0

[1]À compter de 1984, les prévisions du PIB ont été intégrées (dans la mesure du possible) aux modèles régionaux d'entrées-sorties de 1984; par conséquent, les données en question ne sont pas toutes comparables aux séries précédentes.

Source: Statistique Canada 15-203.

Tableau 12 - PRODUIT INTÉRIEUR BRUT PAR INDUSTRIE, EN DOLLARS CONSTANTS DE 1981 (millions de dollars)

	1981	1982	1983	1984[1]	1985[1]	1986[1]
SECTEUR DES ENTREPRISES						
Agriculture	123,1	131,5	112,0	122,2	130,3	178,8
Exploitation forestière	128,6	84,9	128,7	202,5	166,8	189,6
Ind. de la pêche et du piégeage	34,2	38,5	38,2	35,5	41,3	47,4
Industries manufacturières	848,3	784,4	848,4	889,2	1 018,8	1 113,1
Ind. de la construction	489,4	528,5	518,8	498,3	504,9	544,6
Énergie électrique, gaz et autres services publics	222,8	242,0	415,4	357,7	352,3	393,3
Ind. des services d'enseignement	3,6	2,3	2,0	3,5	2,6	2,5
Ind. des services de soins de santé	92,1	94,3	103,0	95,3	100,1	101,4
Hébergement et restauration	140,6	133,2	127,8	148,3	139,2	144,8
SECTEUR NON COMMERCIAL						
Industrie des services forestiers	18,1	19,2	17,0	16,0	21,7	20,8
Industrie de la distribution d'eau	11,1	11,5	11,0	10,7	9,9	10,0
Services des admin. provinciales	212,5	224,7	231,1	228,2	232,5	238,7
Services des admin. locales	81,8	82,8	81,7	82,9	86,5	88,7
Ind. des services d'enseignement	418,3	425,2	433,7	437,0	434,0	435,7
Serv. de soins de santé et sociaux	284,3	311,3	330,4	360,9	362,4	378,3

[1]À compter de 1984, les prévisions du PIB ont été intégrées (dans la mesure du possible) aux modèles régionaux d'entrées-sorties de 1984; par conséquent, les données en question ne sont pas toutes comparables aux séries précédentes.

Source: Statistique Canada 15-203.

Tableau 13 - INVESTISSEMENTS PRIVÉS ET PUBLICS
(millions de dollars)

	1986	1987	1988	1989	1990[1]	1991[2]
Immobilisations	1 938,8	2 151,9	2 497,3	2 832,3	2 730,0	2 740,7
Construction:	1 224,3	1 403,8	1 520,0	1 581,4	1 744,3	1 798,3
Industries primaires et construction	88,1	65,5	80,3	60,6	89,5	79,2
Fabrication	41,6	40,7	89,9	130,3	93,4	37,1
Services d'utilité publique	71,1	87,0	121,0	184,7	298,0	478,4
Commerce et finances	115,0	119,4	136,7	173,4	230,5	117,9
Habitation	538,6	653,2	722,8	638,8	608,6	636,0
Institutions et ministères gouvernementaux	369,9	438,0	369,3	393,6	424,3	449,7
Machines et outillage:	714,5	748,1	977,3	1 250,9	985,7	942,4
Industries primaires et construction	87,1	101,0	108,3	143,3	90,3	95,8
Fabrication	241,2	247,2	429,5	692,8	281,3	225,5
Services d'utilité publique	160,2	119,9	151,6	136,1	331,1	340,8
Commerce et finances	165,4	211,8	208,8	193,0	183,6	195,1
Habitation	-	-	-	-	-	-
Institutions et ministères gouvernementaux	60,6	68,2	79,1	85,7	99,4	85,2
Réparations	701,3	750,8	809,7	880,5	909,6	967,6
Industries primaires et construction	132,4	132,4	148,0	156,3	153,7	175,1
Fabrication	133,1	169,9	188,7	216,6	250,3	265,8
Services d'utilité publique	200,6	188,0	186,1	194,8	203,8	216,4
Commerce et finances	52,2	65,9	58,8	71,2	54,3	53,0
Habitation	69,5	83,0	102,6	112,2	118,0	124,0
Institutions et ministères gouvernementaux	113,5	111,6	125,5	129,4	129,5	133,3
Immobilisatons et réparations	2 640,1	2 902,7	3 307,0	3 712,8	3 639,6	3 708,3

[1]Dépenses réelles provisoires.
[2]Perspectives.
Sources: Statistique Canada 61-205 et 61-206.

Tableau 14 - RÉMUNÉRATION HEBDOMADAIRE MOYENNE, PAR ACTIVITÉ
(dollars)

	1987	1988	1989	1990
Forêts	479,46	491,59	533,03	543,87
Mines, carrières et puits de pétrole	624,73	648,82	706,22	714,82
Industries manufacturières	470,56	487,66	526,09	546,97
Aliments et boissons	379,55	383,10	414,09	437,00
Bois	400,70	419,66	430,63	457,16
Papier et activités annexes	759,95	783,26	824,03	869,97
Construction	463,35	480,37	538,45	537,61
BRANCHES PRODUCTRICES DE BIENS	480,84	497,15	540,21	553,81
Transports, communications et autres services publics	532,19	554,56	582,11	612,07
Transports	496,21	512,95	537,71	564,91
Commerce	278,82	295,38	300,83	316,11
Commerce de gros	402,78	416,26	427,72	441,13
Commerce de détail	234,74	246,76	249,64	263,42
Finances, assurances et affaires immobilières	400,50	422,67	437,08	453,13
Services socio-culturels, commerciaux et personnels	354,34	362,21	380,33	409,36
Enseignement et services annexes	522,18	539,63	556,48	585,52
Services médicaux et sociaux	365,13	377,78	399,42	414,49
Services fournis aux entreprises	350,56	370,81	396,72	438,79
Hébergement et restauration	162,73	160,16	176,34	188,53
Administration publique	541,18	553,09	577,71	618,36
BRANCHES PRODUCTRICES DE SERVICES	385,22	396,20	411,52	437,20
ENSEMBLE DES ACTIVITÉS	407,45	421,10	442,62	463,33

Source: Statistique Canada 72-002.

Tableau 15 - STATISTIQUES DE LA POPULATION ACTIVE

Année	Population de 15 ans et plus (milliers)	Population active (milliers)	Personnes occupées (milliers)	Chômeurs (milliers)	Taux de chômage (pourcentage)	Taux d'activité (pourcentage)
1975	461	248	224	24	9,8	53,8
1976	473	253	226	28	11,0	53,6
1977	481	258	224	34	13,2	53,6
1978	489	268	234	34	12,5	54,8
1979	497	273	243	30	11,1	55,0
1980	504	280	249	31	11,0	55,6
1981	508	286	253	33	11,5	56,2
1982	512	281	242	40	14,1	54,9
1983	519	288	245	43	14,8	55,4
1984	525	290	247	43	14,8	55,2
1985	530	300	255	45	15,1	56,7
1986	533	306	262	44	14,3	57,4
1987	537	312	272	41	13,1	58,2
1988	541	318	280	38	12,0	58,8
1989	547	325	284	41	12,5	59,5
1990	553	331	291	40	12,1	59,8

Sources: Statistique Canada 71-201 et 71-220.

Tableau 16 - EMPLOI SELON LA BRANCHE D'ACTIVITÉ ET SELON LA PROFESSION (milliers)

	1985	1986	1987	1988	1989	1990
Branche d'activité						
Agriculture	7	6	6	5	5	5
Autres branches du secteur primaire	11	11	11	12	13	13
Industries manufacturières	32	35	37	39	37	37
Construction	14	15	15	17	18	19
Transports, communications et autres services publics	25	23	23	25	25	27
Commerce	48	50	53	53	54	60
Finances, assurances et affaires immobilières	10	11	12	12	12	11
Services	85	88	90	93	96	97
Administration publique	22	23	24	24	24	22
Total	255	262	272	280	284	291
Profession						
Direction et administration	68	69	69	72	78	79
Travail administratif	42	41	45	46	47	46
Commerce	23	25	26	26	25	28
Services	39	42	44	44	42	44
Professions du secteur primaire	15	14	15	15	15	15
Traitement des matières premières	30	32	34	34	33	34
Construction	18	19	18	21	20	20
Transports	11	12	13	13	12	14
Manutention et autres métiers	9	9	9	10	11	10

Sources: Statistique Canada 71-001, 71-529 et 71-220.

Tableau 17 - EMPLOI DANS LES ADMINISTRATIONS PUBLIQUES
(nombre)

Année	Administration fédérale	Administration provinciale	Administrations locales	Total
1976	16 384	28 899	3 754	49 037
1977	16 729	29 125	4 063	49 917
1978	17 205	29 701	3 815	50 721
1979	17 142	28 942	3 976	50 060
1980	17 340	29 248	4 164	50 752
1981	17 653	29 739	4 198	51 590
1982	16 883	30 734	4 341	51 958
1983	16 737	31 101	4 231	52 069
1984	16 922	36 613[1]	4 196	57 731
1985	16 823	38 148[1]	4 321	59 292
1986	16 660	39 182[1]	4 256	60 098
1987	16 342	40 839[1]	4 387	61 568
1988	16 466	41 165[1]	4 328	61 959
1989	16 085	41 724[1]	4 603	62 412

[1]Comprend les employés omis avant 1984 (environ 5 500 en 1984).

Sources: Statistique Canada 72-004, 72-007 et 72-009.

Tableau 18 - COMPOSANTES DU REVENU DES AGRICULTEURS
(milliers de dollars)

Année	Recettes monétaires totales	Revenu brut total[1]	Dépenses d'exploitation et d'amortissement	Revenu net total
1976	115 608	118 557	82 628	35 929
1977	110 896	113 392	88 106	25 286
1978	122 972	129 647	94 251	35 396
1979	140 577	145 455	107 627	37 828
1980	151 995	153 902	134 415	19 487
1981	194 910	208 722	164 490	44 232
1982	190 327	195 532	175 947	19 585
1983	199 828	195 367	172 957	22 410
1984	216 654	225 853	182 010	43 843
1985	216 536	234 971	189 667	45 304
1986	224 264	211 661	187 793	23 868
1987	242 904	260 593	194 129	66 464
1988	253 459	247 041	200 028	47 013
1989	272 817	280 130	209 170	70 960
1990	275 033	..	..	..

[1]Le revenu brut total correspond à la somme des recettes monétaires totales et du revenu en nature, corrigée de la valeur de la variation des stocks.

Source: Statistique Canada 21-603.

Tableau 19 - RECETTES MONÉTAIRES PROVENANT DES OPÉRATIONS AGRICOLES
(milliers de dollars)

	1985	1986	1987	1988	1989	1990
Avoine	1 359	1 075	894	1 290	1 378	1 131
Pommes de terre	43 642	43 148	52 351	54 000	75 585	78 237
Fruits	5 951	7 803	9 642	9 607	7 921	8 714
Légumes	6 646	6 353	7 607	9 459	8 459	9 108
Produits forestiers et de l'érable	6 428	7 543	7 639	8 335	8 461	8 478
Autres cultures	9 321	10 360	11 764	10 721	12 417	12 549
Total, cultures	73 347	76 282	89 897	93 412	114 221	118 217
Bêtes à cornes et veaux	19 880	26 037	23 488	26 287	23 343	25 354
Porcs	20 179	22 176	20 556	16 407	17 222	16 313
Moutons et agneaux	256	323	488	437	314	395
Produits laitiers	51 864	53 743	54 551	58 025	58 435	58 876
Volaille	22 373	24 347	25 235	27 872	29 826	31 706
Oeufs	14 172	13 070	13 428	14 046	15 326	15 417
Autres bétail et produits	3 121	1 999	5 428	3 980	2 900	2 221
Total, bétail et produits	131 845	141 695	143 174	147 054	147 366	150 282
Programmes provinciaux de stabilisation	2 906	934	501	3 563	2 564	772
Subvention aux produits laitiers	3 720	3 672	3 613	3 811	3 676	3 510
LSPA	11	41	110	3 826	2 983	1 165
Diverses paiements	4 707	1 640	5 609	1 793	2 007	1 087
Total, paiements directs	11 344	6 287	9 833	12 993	11 230	6 534
Total, recettes monétaires	216 536	224 264	242 904	253 459	272 817	275 033

Source: Statistique Canada 21-603.

Tableau 20 - STATISTIQUES PRINCIPALES DE L'INDUSTRIE DE L'EXPLOITATION FORESTIÈRE

Année	Établissements	Activité totale		Activité de l'exploitation forestière	
		Nombre de salariés	Traitements et salaires	Valeur ajoutée	Valeur des livraisons
	(nombre)		(milliers de dollars)		
1975	262	4 134	41 858	62 598	149 161
1976	210	3 852	45 072	73 603	177 180
1977	167	3 547	45 599	72 455	175 710
1978	180	4 269	56 159	87 544	198 401
1979	220	4 377	64 345	107 440	227 681
1980	252	4 140	65 921	112 187	251 104
1981	243	3 808	70 653	113 199	275 244
1982	195	3 188	57 652	82 562	219 528
1983	243	4 051	75 665	127 631	295 665
1984	265	3 217	67 873	171 680	370 493
1985	255	2 831	61 434	129 692	351 137
1986	232	2 970	69 909	126 737	365 324
1987	198	2 829	71 735	134 744	380 698
1987[1]	850	3 224	82 117	178 671	439 073
1988[1]	948	3 614	96 252	221 831	546 818

[1]Données ne pouvant être comparées à celles des années précédentes en raison de nouvelles techniques d'enquête.

Source: Statistique Canada 25-201.

Tableau 21 - ESTIMATIONS DE LA PRODUCTION FORESTIÈRE TOTALE (mètres cubes)

Année	Billes et billots	Bois à pâte	Bois de chauffage	Autres	Total
1975	1 755 000	4 913 000	193 000	45 000	6 906 000
1976	1 798 000	5 394 000	198 000	88 000	7 478 000
1977	1 897 000	5 550 000	170 000	85 000	7 702 000
1978	2 265 000	5 947 000	204 000	93 000	8 509 000
1979	2 322 000	6 088 000	255 000	85 000	8 750 000
1980	2 345 000	5 714 000	252 000	76 000	8 387 000
1981	2 282 000	5 165 000	266 000	82 000	7 795 000
1982	2 061 000	3 956 000	241 000	62 000	6 320 000
1983	2 360 000	4 752 000	265 000	65 000	7 442 000
1984	2 534 000	5 486 000	269 000	89 000	8 378 000
1985	2 344 000	5 126 000	337 000	89 000	7 896 000
1986	2 542 000	5 745 000	340 000	93 000	8 720 000
1987	2 559 000	5 232 000	78 000	-	7 869 000
1988p	2 560 000	6 626 000	13 000	-	9 199 000

Source: Statistique Canada 25-201.

Tableau 22 - STATISTIQUES PRINCIPALES DE L'INDUSTRIE DE LA PÊCHE

Année	Poissons de mer débarqués		Nombre de pêcheurs
	Quantité (tonnes métriques)	Valeur (milliers de dollars)	
1976	118 527	25 082	5 486
1977	133 034	34 369	6 076
1978	154 899	49 976	4 842
1979	139 367	53 917	5 286
1980	107 161	48 752	5 896
1981	104 414	55 003	5 929
1982	111 027	67 377	5 805
1983	109 111	79 682	6 567
1984	96 976	75 751	6 665
1985	127 541	81 498	6 488
1986	130 498	94 116	7 749
1987	131 562	101 010	7 934
1988	140 150	112 157	7 903
1989	150 846	87 728	7 764
1990	153 046	99 548	..

Sources: Pêches et Océans, Canada et le ministère des Pêches et Aquaculture du Nouveau-Brunswick.

Tableau 23 - VALEUR DES POISSONS DE MER DÉBARQUÉS (ESPÈCES PRINCIPALES)
(milliers de dollars)

Espèces	1985	1986	1987	1988	1989	1990
Poissons de fond	7 896	10 839	14 016	9 083	9 734	10 852
Morue	5 380	7 456	8 284	4 650	6 478	7 843
Aiglefin	125	149	208	96	10	17
Perche rose	680	1 016	1 860	1 582	1 058	637
Autres	1 711	2 218	3 664	2 755	2 188	2 355
Poissons pélagiques et d'estuaire	12 041	14 521	17 591	16 838	17 598	17 737
Hareng	10 328	13 462	16 741	13 576	13 259	15 931
Saumon	-	-	-	-	-	-
Eperlan	272	100	451	826	465	409
Thon	63	23	-	-	-	-
Autres	1 378	936	399	2 436	3 874	1 397
Mollusques et crustacés	61 353	68 533	69 210	85 926	59 944	70 672
Coques	2 576	3 537	2 390	1 719	1 589	565
Crabe	18 029	25 929	23 527	32 110	11 944	10 529
Homard	32 322	29 162	27 288	42 546	32 919	38 815
Pétoncle	5 426	4 882	9 075	5 306	7 287	16 619
Autres	3 000	5 023	6 930	4 245	6 205	4 144
Divers[1]	208	223	193	310	452	287
Total	81 498	94 116	101 010	112 157	87 728	99 548

[1]Comprend la rhodyménie, la mousse, les écailles, etc.
Source: Pêches et Océans, Canada.

Tableau 24 - PRODUCTION MINÉRALE - QUANTITÉ
(milliers)

Minéral	Unités	1989	1990p
Cuivre	kilogrammes	7 802	6 475
Plomb	kilogrammes	65 180	51 278
Zinc	kilogrammes	201 550	249 605
Argent	kilogrammes	191	115
Tourbe	tonnes métriques	251	275
Soufre	tonnes métriques	107	74
Sable et gravier	tonnes métriques	9 249	10 398
Pierre	tonnes métriques	2 365	2 756
Charbon	tonnes métriques	520	550

Sources: Statistique Canada 26-202 et le ministère des Ressources naturelles et Énergie.

Tableau 25 - STATISTIQUE PRINCIPALE DE L'INDUSTRIE MINÉRALE

Année	Activité totale		Activité minière	
	Nombre de salariés	Traitements et salaires	Valeur ajoutée	Valeur de la production
		(milliers de dollars)		
1975	2 996	36 596	79 099	208 422
1976	2 936	36 492	69 633	190 653
1977	3 018	44 735	79 611	226 422
1978	2 810	43 226	131 618	308 023
1979	2 881	49 919	227 389	435 225
1980	2 554	50 040	103 845	257 304
1981	3 093	70 071	150 505	416 483
1982	2 918	77 669	144 820	416 722
1983	2 626	70 416	110 241	372 625
1984	2 940	90 111	221 143	486 914
1985	3 068	93 587	128 034	419 068
1986	3 145	103 194	160 434	450 488
1987	3 191	107 175	212 098	539 831
1988	3 222	112 569	327 458	699 074

Source: Statistique Canada 26-201.

Tableau 26 - PRODUCTION MINÉRALE - VALEUR
(milliers de dollars)

	1985	1986	1987	1988	1989	1990p
Minéraux métalliques	359 501	312 466	391 728	604 046	582 439	596 003
Cuivre	13 454	12 860	17 515	25 139	26 456	20 720
Plomb	39 463	45 341	70 333	75 587	67 787	61 380
Zinc	247 669	196 595	229 699	431 581	433 736	480 989
Argent	48 921	41 168	56 176	54 236	40 063	20 954
Minéraux non métalliques	67 527	118 813	153 969	226 908	201 998	206 533
Tourbe	14 700	21 351	20 405	25 428	24 910	28 273
Soufre	11 175	8 956	13 975	17 127	15 796	10 025
Matériaux de construction	46 011	42 266	44 567	46 280	45 896	46 159
Ciment	12 366	9 526	3 451	x	x	x
Sable et gravier	x	x	x	18 251	16 023	18 453
Pierre	12 168	13 064	15 934	15 266	18 976	17 290
Combustibles	31 626	28 027	33 347	33 530	33 740	37 400
Charbon	31 600	28 000	33 320	33 530	33 740	37 400
Total, Autres minéraux[1]	4 232	-	-	-	-	-
Tous les minéraux	508 897	501 572	623 611	910 764	864 073	886 095

[1] Comprend les valeurs confidentielles.

Sources: Statistique Canada 26-201, 26-202 et le ministère des Ressources naturelles et Énergie.

Tableau 27 - STATISTIQUE PRINCIPALE DES INDUSTRIES MANUFACTURIÈRES

Année	Activité totale		Activité manufacturière	
	Nombre de salariés	Traitements et salaires	Valeur ajoutée	Livraisons
		(milliers de dollars)		
1979	32 422	467 033	905 679	2 970 508
1980	32 221	526 902	1 079 586	3 560 553
1981	31 511	569 756	1 032 800	3 844 188
1982	28 619	562 523	938 432	3 323 697
1982[1]	28 506	561 295	936 750	3 319 877
1983[1]	28 429	593 532	1 040 848	3 504 835
1984[1]	28 531	631 327	1 150 595	4 092 301
1985[1]	29 456	692 037	1 242 712	4 243 042
1986[1]	31 805	764 144	1 534 531	4 909 325
1987[1]	32 424	838 345	2 035 355	5 634 686
1988[1]	34 508	931 646	2 110 878	5 627 650
1989[1]	34 200*	995 000*	..	6 152 130
1990[1]	32 400*	1 005 000*	..	6 279 883

[1]Ces chiffres sont basés sur la Classification type des industries (CTI) de 1980, alors que ceux susmentionnés sont basés sur la CTI de 1970.

Sources: Statistique Canada 31-001, 31-203 et 72-211

Tableau 28 - LIVRAISONS DE PRODUITS DE FABRICATION, INDUSTRIES PRINCIPALES
(milliers de dollars)

Industrie	1987	1988	1989	1990
Industrie du papier et activités connexes	1 564 199	1 643 519	1 899 857	1 806 135
Industrie des aliments	1 097 261	1 127 797	1 128 621	1 195 218
Industries des boissons	177 600	173 040	216 384	232 717
Industrie du bois	454 675	497 642	496 279	458 912
Imprimerie, edition et ind. connexes	92 042	96 283	111 907	116 097
Fabrication de produits en métal	148 105	183 547	167 404	213 099
Meubles et articles d'ameublement	18 404	20 699	19 462	20 424
Divers	2 082 400	1 885 123	2 112 216	2 237 281
Total, Toutes les industries	5 634 686	5 627 650	6 152 130	6 279 883

Sources: Statistique Canada 31-001 et 31-203.

Tableau 29 -LOGEMENTS MIS EN CHANTIER ET PARACHEVÉS

Année	Mises en chantier			Achèvements		
	N.-B.	N.-É.	Canada	N.-B.	N.-É.	Canada
1975	6 983	6 366	231 456	5 804	6 249	216 964
1976	6 772	7 470	273 203	7 137	7 364	236 249
1977	4 308	7 495	245 724	5 313	7 521	251 789
1978	5 167	4 853	227 667	5 896	5 745	246 533
1979	5 021	4 538	197 049	5 090	6 132	226 489
1980	2 646	3 895	158 601	3 258	4 512	176 168
1981	2 188	3 715	177 973	2 477	4 374	174 996
1982	1 680	3 691	125 860	1 427	3 174	133 942
1983	4 742	5 697	162 645	3 487	5 069	163 008
1984	2 873	4 598	134 900	3 923	5 082	153 012
1985	4 142	6 923	165 826	3 224	5 748	139 106
1986	4 045	7 571	199 785	4 504	7 571	184 605
1987	3 716	6 460	245 986	3 944	6 488	217 976
1988	3 621	5 478	222 562	3 798	5 793	216 532
1989	3 681	5 359	215 382	3 383	4 904	217 371
1990	2 683	5 560	181 630	2 959	5 477	206 163

Sources: Statistique Canada 64-002 et S.C.H.L.

Tableau 30 - TRAVAUX DE CONSTRUCTION

Année	Main-d'oeuvre		Coûts des matériaux utilisés	Valeur des travaux exécutés
	Salariés	Valeur	(milliers de dollars)	
1975	22 709	297 766	321 388	828 972
1976	23 799	325 136	315 035	892 979
1977	21 024	314 887	316 606	873 745
1978	21 485	336 966	342 863	927 736
1979	22 193	401 593	399 484	1 070 527
1980	14 747	358 130	365 709	958 052
1981	15 339	383 424	382 633	1 022 317
1982	20 325	393 005	424 578	1 081 700
1983	19 761	403 218	464 092	1 154 410
1984	20 317	429 618	485 077	1 200 082
1985	23 256	514 211	551 377	1 447 555
1986	20 344	465 265	551 337	1 471 396
1987	21 551	525 684	656 046	1 670 885
1988	23 417	590 907	780 093	1 811 322
1989[1]	23 560	667 414	869 573	2 047 986
1990[2]	22 880	692 605	899 529	2 160 327

[1]Chiffres réels provisoires.
[2]Prévisions.

Source: Statistique Canada 64-201.

Tableau 31 - VALEUR DES TRAVAUX DE CONSTRUCTION SELON LE GENRE DE CONSTRUCTION
(milliers de dollars)

	1985	1986	1987	1988	1989[1]	1990[2]
Construction de bâtiments	995 075	1 042 640	1 213 772	1 351 838	1 508 947	1 475 534
Habitations	573 411	608 077	736 203	825 434	871 215	936 584
Bâtiments industriels	90 401	67 020	66 339	102 857	137 919	73 966
Bâtiments commerciaux	145 776	148 172	180 468	206 919	278 609	265 421
Édifices institutionnels	143 303	167 508	180 796	164 601	174 884	152 443
Autres bâtiments	42 184	51 863	49 966	52 027	46 320	47 120
Construction technique	452 480	428 756	457 113	459 484	539 039	684 793
Génie maritime	17 175	11 434	15 388	22 436	20 975	27 806
Routes et pistes d'atterrissage	164 373	154 097	x	x	x	x
Systèmes d'eau et d'égout	46 075	45 097	52 137	46 760	38 551	44 432
Barrages et travaux d'irrigation	2 235	3 283	3 332	3 168	3 386	2 299
Énergie électrique	48 493	57 705	64 420	92 167	162 914	280 369
Chemins de fer, téléphones et télégraphes	72 083	51 160	54 745	x	x	x
Gaz et pétrole	11 193	10 514	5 997	7 809	24 858	25 875
Autres ouvrages	90 853	95 466	84 178	95 190	81 331	90 431
Total	1 447 555	1 471 396	1 670 885	1 811 322	2 047 986	2 160 327

[1]Chiffres réels provisoires.

[2]Prévisions.

Source: Statistique Canada 64-201.

Tableau 32 - COMMERCE DE DÉTAIL

Année	Total (millions de dollars)			Par habitant (dollars)		
	N.-B.	N.-É.	Canada	N.-B.	N.-É.	Canada
1978	1 745,0	2 239,5	68 769,3	2 536	2 674	2 924
1979	1 975,5	2 523,6	77 025,1	2 855	2 998	3 244
1980	2 119,1	2 643,0	84 026,6	3 047	3 127	3 495
1981	2 317,5	2 889,1	94 292,8	3 328	3 409	3 874
1982	2 448,6	3 097,8	97 638,5	3 515	3 647	3 972
1983	2 719,3	3 533,8	106 243,0	3 867	4 123	4 286
1984	2 927,4	4 048,0	116 079,9	4 135	4 683	4 647
1985	3 171,5	4 579,6	129 446,3	4 468	5 258	5 144
1986	3 482,4	4 796,1	140 009,3	4 902	5 493	5 522
1987	3 794,2	5 225,3	153 732,8	5 327	5 951	6 001
1988	4 119,9	5 606,0	165 190,4	5 768	6 357	6 376
1989	4 329,7	5 834,3	172 744,7	6 025	6 586	6 587
1989[1]	4 832,0	6 271,0	192 720,0	6 724	7 079	7 349
1990[1]	4 942,0	6 429,0	194 730,0	6 827	7 211	7 325

[1]L'enquête visant le commerce de détail a été redéfinie et porte sur un nouvel échantillon.

Sources: Statistique Canada 63-005, 63-517 et 63-519.

Tableau 33 - COMMERCE DE DÉTAIL SELON LE GENRE DE COMMERCE (milliers de dollars)

	1987	1988	1989
Épiceries - boucheries	687 564	726 087	746 540
Épiceries, confiseries et articles divers	158 229	181 957	192 706
Tous les autres magasins d'aliments	52 758	52 615	52 244
Grands magasins	285 874	299 225	309 179
Magasins de marchandises	134 547	141 145	144 643
Magasins généraux	133 618	135 146	143 084
Bazars	67 352	61 753	54 172
Concessionnaires d'automobiles	696 659	774 274	805 189
Vendeurs d'automobiles d'occasion	27 807	34 722	37 818
Stations-service	396 171	444 408	458 651
Garages	15 184	22 418	37 537
Magasins de pièces et d'accessoires d'automobiles	103 001	98 060	109 329
Magasins de vêtements pour hommes	30 098	30 351	34 032
Magasins de vêtements pour dames	72 747	77 790	81 213
Magasins de vêtements pour la famille	47 376	52 410	63 704
Magasins de chaussures spécialisées	x	x	x
Magasins de chaussures pour la famille	x	x	x
Quincailleries	46 090	51 205	58 946
Magasins de meubles	37 996	49 381	58 622
Magasins d'appareils ménagers	11 446	11 608	11 314
Magasins de meubles, téléviseurs, radios et accessoires	x	x	x
Pharmacies, médicaments brevetés et produits de beauté	233 170	256 858	283 061
Librairies et papeteries	20 021	22 976	25 206
Fleuristes	14 104	15 236	16 843
Bijouteries	27 936	30 816	31 793
Magasins d'articles de sport et d'accessoires	33 568	39 754	50 545
Magasins d'accessoires personnels	21 735	26 053	30 900
Tous les autres magasins	393 021	433 283	439 715
Total	3 794 167	4 119 921	4 329 695

Source: Statistique Canada 63-005.

Tableau 34 - INDICE DES PRIX À LA CONSOMMATION
(1986 = 100)

Année	Nouveau-Brunswick								Canada
	Aliments	Habitation	Habillement	Transports	Santé et soins personnels	Loisirs et lecture	Tabacs et boissons alcoolisées	Ensemble	Ensemble
1979	65,2	59,9	71,7	57,9	62,5	60,8	45,6	60,9	61,0
1980	72,4	65,1	79,9	65,0	69,0	66,7	50,3	67,2	67,2
1981	81,0	74,1	85,3	74,5	76,5	73,3	57,1	75,4	75,5
1982	84,7	83,0	89,3	82,5	84,2	80,7	64,9	82,4	83,7
1983	86,7	89,5	92,4	88,5	91,0	87,7	75,0	87,9	88,5
1984	91,5	94,3	94,7	92,3	95,0	91,4	81,6	92,4	92,4
1985	95,0	98,8	97,3	97,5	96,8	94,7	89,2	96,6	96,0
1986	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0
1987	104,6	102,0	103,6	99,2	105,1	105,7	105,2	102,8	104,4
1988	106,5	105,1	108,4	101,6	109,6	111,5	116,2	106,5	108,6
1989	111,1	108,5	111,9	106,9	114,1	116,0	135,1	111,5	114,0
1990	116,9	113,0	115,0	111,8	119,6	119,5	149,0	116,6	119,5

Sources: Statistique Canada 62-001 et 62-010.

Tableau 35 - RECETTES DE L'HÉBERGEMENT ET DE LA RESTAURATION

Année	Total	Hébergement		Repas et boissons		Emploi[1]
		Total	Hôtels et motels	Total	Restaurants	
	(millions de dollars)					
1976	164,5	50,4	46,8	114,1	41,1	..
1977	177,1	55,1	51,4	122,0	44,0	..
1978	202,4	61,2	56,8	141,2	46,9	..
1979	214,6	64,7	60,0	149,9	48,8	..
1980	231,6	70,5	65,2	161,1	..	..
1981	244,4	77,0	71,5	167,3	89,0	..
1982	271,4	84,5	79,0	186,9	95,4	..
1983	273,2	86,0	80,4	187,2	94,1	10 540
1984	303,9	97,0	90,3	206,9	105,5	10 565
1985	319,8	100,8	92,2	219,0	113,2	12 342
1986	354,2	114,6	107,6	239,6	124,1	12 909
1987	391,9	126,1	118,7	265,8	143,9	13 931
1988	..	..	..	282,1	148,9	14 370
1989	..	..	..	308,0	162,1	14 921
1990	..	..	..	320,4	167,7	13,465

[1]Hébergement, et restauration.

Sources: Statistique Canada 63-011, 63-204 et 72-002.

Tableau 36 - NOMBRE DE VÉHICLES AUTOMOBILES IMMATRICULÉS

Année	Voitures particulières	Véhicules utilitaires	Motocyclettes	Autres	Total
1975	218 919	55 924	9 656	4 159	288 658
1976	226 070	61 921	8 490	4 025	300 506
1977	235 164	69 501	9 554	4 443	318 662
1978	243 301	78 127	10 903	8 446	340 777
1979	250 388	85 290	10 869	9 720	356 267
1980	252 915	91 421	11 315	8 585	364 236
1981	251 511	91 684	10 778	11 978[1]	365 951
1982	249 819	100 219	10 793	11 965	372 796
1983	259 866	107 268	11 640	10 684	389 458
1984	268 686	110 628	11 817	12 506	403 637
1985	278 106	114 265	11 836	12 598	416 805
1986	286 037	121 462	11 393	7 590	426 482
1987	292 736	126 677	10 970	6 252	436 635
1988	301 698	133 179	10 340	6 345	451 562
1989	309 307	129 814	9 901	6 229	455 251

[1] Comprend les mobylettes enregistrées à partir de 1981.

Source: Statistique Canada 53-219.

Tableau 37 - DISPONIBILITÉ ET ÉCOULEMENT DE L'ÉNERGIE ÉLECTRIQUE
(GW.h.)[1]

	1985	1986	1987	1988	1989	1990
Disponibilité de l'énergie	17 954	19 780	19 498	19 280	20 160	19 601
Production totale	11 401	12 222	12 633	15 932	17 589	16 665
Production hydro-électrique (nette)	2 287	3 184	2 246	2 615	2 361	3 483
Services d'électricité	2 242	3 123	2 200	2 555	2 305	3 412
Établissements industriels	45	62	45	60	55	72
Production thermique (nette)	9 114	9 038	10 388	13 317	15 228	13 182
Services d'électricité	8 526	8 329	9 723	12 637	14 472	12 503
Établissements industriels	588	709	665	679	757	679
Importations des États-Unis	412	424	266	216	264	161
Reçue des autres provinces	6 141	7 133	6 598	3 132	2 308	2 775
Écoulement de l'énergie	17 954	19 780	19 498	19 280	20 160	19 601
Écoulement provincial total	10 514	11 555	12 039	12 698	13 506	13 173
Services domestiques	3 263	3 564	3 726	4 059	..	..
Services industriels	4 362	5 008	5 293	5 478	..	..
Consommation commerciale et autres	1 760	1 866	1 949	2 082	..	..
Divers	1 129	1 117	1 071	1 079	..	..
Exportée aux États-Unis	6 493	7 008	6 140	5 217	4 640	4 275
Livrée à d'autres provinces	947	1 217	1 319	1 365	2 014	2 153

[1] gigawatt heure = 1 million de kilowatts heure.

Sources: Statistique Canada 57-001 et 57-202.

Tableau 38 - EXPORTATIONS

Année	Nouveau-Brunswick	N.-B. en % du PIB	Canada	Canada en % du PIB	Exportations du N.-B. en % des exportations
	(milliers de dollars)		(millions de dollars)		
1976	775 608	22,4	37 576	21,2	2,1
1977	924 412	25,0	43 684	22,6	2,1
1978	1 280 175	31,3	52 259	24,1	2,4
1979	2 049 847	40,1	64 317	25,8	3,2
1980	2 282 242	43,4	74 446	26,4	3,1
1981	2 440 837	41,7	81 337	25,5	3,0
1982	1 462 305	23,5	81 825	24,4	1,8
1983	1 667 680	24,7	88 155	24,3	1,9
1984	2 132 660	28,2	109 437	27,3	1,9
1985	2 128 508	26,4	116 145	27,0	1,8
1986	2 590 710	29,1	116 733	25,9	2,2
1987	2 951 159	30,7	121 462	24,8	2,4
1988	3 097 636	29,9	134 075	24,9	2,3
1989	3 031 991	27,2	134 511	23,2	2,3
1990	3 118 726	26,6	140 989	23,4	2,2

Sources: Statistique Canada 65-001, 65-202 et tableaux non publiés.

Tableau 39 - EXPORTATIONS NATIONALES
(milliers de dollars)

Catégorie de marchandises	1989	1990
Animaux vivants	348	2,643
Aliments frais et boissons	355,216	387,627
Viande et préparation de viandes	1,039	2,136
Poisson et préparations de poissons	250,290	245,746
Produit du laits et boulangerie	2,317	1,600
Fruit et préparations de fruits	2,423	2,119
Légume et préparation de légumes	63,054	96,631
Tous les autres aliments	3,060	4,122
Boissons	33,035	35,274
Matières brutes non comestibles	863,072	1,012,899
Légume matières brutes	13,910	20,595
Animaux matières brutes	4,015	4,947
Minéraux non métalliques et combustibles minéraux	673,731	820,591
Huiles de pétrole, autres que les huiles brutes	424,085	582,606
Énergie électrique	215,784	198,634
Minerals métallic et débris	171,416	166,765
Matiéres travaillées non comestibles	1,720,326	1,621,616
Bois d'oeuvre	128,683	135,312
Tous les autres demi-produits en bois	60,824	42,093
Pâte de bois et autres matière fibreuses cellulosiques	719,913	655,262
Papiers et cartons	592,219	600,764
Produits chimiques inorganiques	717	1,603
Produits chimiques organiques	62	2,710
Produits pharmaceutiques	29	17
Engrais	144,625	131,035
Produits divers des industries chimiques	1,038	7,576
Matières plastiques et caoutchouc (exclusant les pneus)	11,847	6,833
Métaux et produits fabriqués en metal	42,788	32,746
Métaux précieux, pierres, alliages et verre	5,826	678
Produits minéraux non-métaliques de base	9,786	4,155
Matières textiles et ouvrages en ces matières	1,969	831
Produits finis	50,620	47,084
Machines agricoles et industriels	25,729	21,742
Material de transport	6,590	12,206
Machines, appareils et matériels électriques	2,319	2,479
Materiel de précision	8,917	7,063
Produits finis divers	7,065	3,592
Transactions spéciales commerciales (inclusant les pneus	42,409	46,857
Total	3,031,991	3,118,726

Source: Tableaux non publiés de Statistique Canada